

DANS CE NUMÉRO :  
4 PAGES « LOGEMENT POUR TOUS »

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

4 AU 10 JANVIER 1996

N° 1024

10,00 F

LE SOMMET social du 21 décembre 1995 n'aura pas été, à proprement parlé, une opération de dupes. En effet, bien peu de salariés, même optimistes de nature, en attendaient grand chose. Le cadre de discussion fixé par Juppé et les patrons, la date qui permettait de « négocier » sinon à froid, du moins en dehors d'une réelle pression, ne laissaient rien présager de fameux.

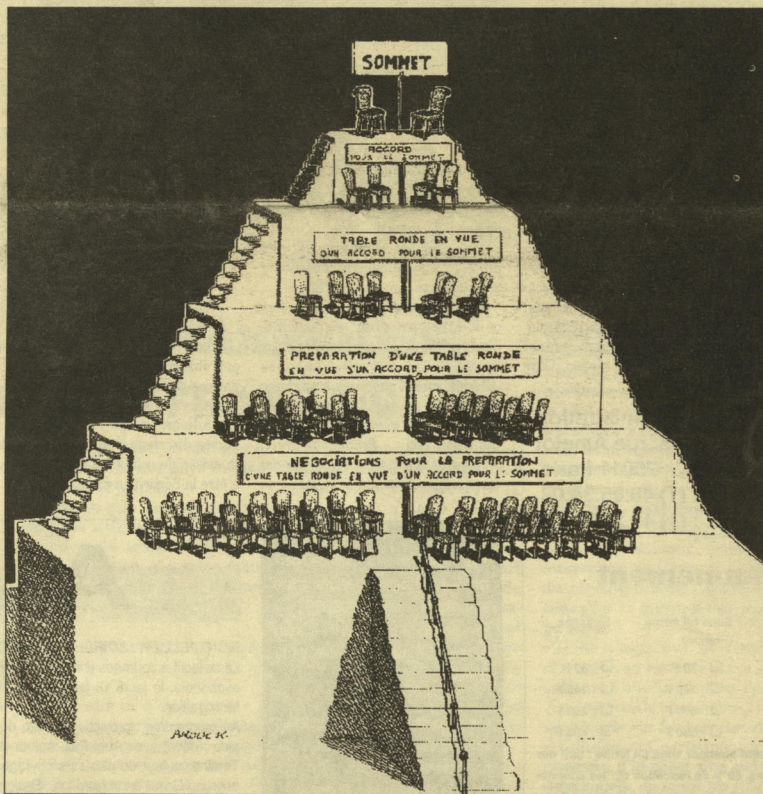
Pour mieux comprendre la situation à la veille du sommet, revenons un instant sur les caractéristiques du mouvement.

Sa force incontestablement aura résidé dans le côté exemplaire de la lutte : un mouvement impulsé et contrôlé très largement par une base très déterminée, par le biais d'assemblées générales quotidiennes. C'est la base qui a imposé, notamment aux directions de la CGT, de FO et de la FSU, le mot d'ordre unificateur de « retrait du plan Juppé ». C'est à la base aussi qu'on entendait reprendre avec le plus de vigueur le slogan : « La Sécurité aux salariés, pas aux députés ». Slogan qui a priori ne peut pas déplaire à un militant anarchiste.

Par contre, sa faiblesse (chacun aura pu le constater) aura été la quasi-impossibilité pour les travailleurs du secteur privé de se mettre dans l'action. Un volant de 5 millions de chômeurs ou précaires, un code du travail largement démantelé, autant d'éléments d'insécurité qui auront pesé fortement sur les travailleurs, notamment dans les plus petites boîtes, ce qui n'est d'ailleurs pas une surprise mais une confirmation. Dans les plus grandes par contre, on peut légitimement penser que la CGT, mieux (ou moins mal) implantée que FO, n'a pas fait tout ce qu'elle pouvait pour impulser la grève.

L'autre obstacle de taille, qu'il ne faut pas négliger, aura été la direction de la CFDT, Notat en tête, qui se sera clairement positionnée durant tout le mouvement du côté du gouvernement et des patrons contre les salariés. Là encore cela ne constitue pas une surprise en soi. Cela dit, la capacité de nuisance de Notat et de sa clique aura pesé lourd jusqu'au bout. Elle a même mis en péril la lutte des cheminots puisque avant même de connaître l'issue des négociations de la nuit du 14 décembre, qui allaient finalement préserver l'essentiel pour eux (suspension du contrat de plan, sauvegarde de leur régime spécial), la CFDT appelait à la reprise du travail avec les autonomes.

## LA MASCARADE DU SOMMET SOCIAL



Dans ces conditions, malgré l'écho de sympathie évident qui entourait la grève, ce n'est pas pour autant que les patrons et le gouvernement subissaient le 21 décembre une pression telle qu'ils devaient lâcher beaucoup. La « grève par procuration » n'est pas la grève, et la généralisation des grèves n'est pas la grève générale ! Juppé se croyait même autorisé, à la demande de Nicole Notat (encore elle), à revenir sur une vieille rengaine patronale : le service minimum dans les services publics. Ce qui revient, dans les faits, à la quasi-interdiction du droit de grève pour les fonctionnaires, interdiction réclamée à grands coups de hurlements

hystériques par le sinistre Rebuffel, représentant des petites et moyennes entreprises.

Pourtant, une certaine forme de théâtralisation de cette rencontre dite « au sommet », la référence évoquée ici ou là aux accords de Grenelle en 1968 (bien limités d'ailleurs), une discussion qui s'étale de 15 h à 1 h du matin, laissaient espérer à certains que des miettes pourraient tout de même être obtenues : le remboursement de la dette sociale (RDS) différé de quelques mois, comme semblait le demander Bernard Pons lui-même, une petite augmentation du SMIC et des minima sociaux.

Et au final rien ! Et de se demander ce que Blondel et Viannet sont allés faire dans cette galère...

« Sommet surréaliste », déclarait le premier au sortir de la réunion. « La montagne a accouché d'une souris », ajoutait le second. C'est effectivement le moins que l'on puisse dire. Regardons d'un peu plus près. Tout d'abord, ce dont on n'a pas parlé :

Le plan Juppé, un détail... C'est pourtant lui qui a mis des centaines de milliers de personnes en grève et 2 millions dans les rues de Paris et de la province ! Ce plan qui étatisait la sécurité sociale en piquant le salaire différé (1) des travailleurs, soumettant ainsi le budget de la

protection sociale aux aléas des débats parlementaires et surtout aux diktats des marchés financiers. Ce plan qui prétend faire rembourser quasi-exclusivement par les salariés (95 milliards sur 100 milliards de prélèvements nouveaux) le pseudo-déficit de la Sécurité créée de toute pièce, qui a pillé les caisses du régime général : compensations et surcompensations en faveur d'autres régimes, exonérations accordées au patronat non compensées par l'Etat (28,8 milliards dans les trois dernières années), remboursements tardifs des dettes de l'Etat à la Sécurité, entraînant des frais financiers à hauteur de 29 milliards en trois ans, dette du seul ministère de la Défense depuis trois ans : 30 milliards, dettes patronales : 91,6 milliards. Ces chiffres cités représentent quatre fois le trou annoncé.

C'est aussi ce plan de chômage qui prévoit directement la suppression de 130 000 emplois dans les hôpitaux et de 15 000 dans les organismes de gestion de la sécurité sociale.

Bref, ce plan, dont l'ensemble des travailleurs a très bien compris qu'il constituait une énorme régression sociale, n'était pas à l'ordre du jour du sommet... A ce stade, ce n'est même plus du surréalisme, c'est de la rave party.

La revendication de hausse des salaires n'était pas négociable non plus lors de ce sommet. Gandois, le patron des patrons, l'avait exigé et Juppé, initiateur de la décision de gel des salaires des fonctionnaires en 1996, était bien d'accord. Preuve supplémentaire, s'il en était besoin,

(suite p. 2)

T 2137 - 1024 - 10,00 F



FORUM de la LIBRAIRIE  
du MONDE LIBERTAIRE  
(145, rue Amelot,  
M° Oberkampf, 75011 Paris)  
SAMEDI 13 JANVIER  
16 h 30  
« ZAPATA EST VIVANT »  
(90 francs)  
avec GUIOMAR ROVINA

FOP 2520



## La mascarade du sommet social

(Suite de la « une »)

de la convergence d'intérêts des salariés du privé et du public.

Il faut dire que cette remise à l'honneur de la feuille de paye a deux défauts majeurs pour les tenants du pouvoir :

— elle tape directement là où cela fait mal pour les patrons de tout poil : la caisse !

— elle met également à mal le consensus cléricalo-patronal qui vise à culpabiliser les « privilégiés » que seraient les travailleurs ayant un emploi vis-à-vis de ceux qui en sont privés. Privilégiés qui, dans cette logique, devraient pour le moins se contenter de ce qu'ils ont, ou mieux encore partager le travail et surtout leurs revenus à la sauce des curés de gauche, syndicaux ou politiques.

• Pour les mêmes raisons, la réduction immédiate du temps de travail sans perte de salaire n'était pas de mise non plus.

Alors de quoi a-t-on parlé durant ces dix heures ?

Tout d'abord, de l'épargne des Français ! Ces derniers sont invités à casser leur tirelire, petits cachottiers, ils accumuleraient soi-disant des fortunes... Et de prendre des mesures pour débloquer les SICAV, les PEP, les PEL...

Plus « sérieusement », contre le chômage, le gouvernement s'engage à embaucher 250 000 jeunes en

1996 avec le Contrat initiative emploi, centième version d'une même politique : des cadeaux pour les patrons, la précarité pour les travailleurs ; le développement de l'apprentissage désormais autorisé avec la loi quinquennale dès l'âge de 14 ans, est préconisé aussi comme il se doit, comme partout dans l'Europe de Maastricht.

Dans la même logique, les partenaires sociaux sont invités à mettre en œuvre, rapidement, l'accord interprofessionnel sur l'emploi du 31 octobre dernier (que seule la CGT n'a pas signé).

Le préambule fixe très bien l'esprit de cet accord : « Il incombe aux partenaires sociaux de rechercher à tous les niveaux les voies et moyens susceptibles d'accroître la compétitivité des entreprises. » Plus précisément, cet accord prévoit de développer « toutes les formules permettant aux entreprises de faire face dans les meilleurs délais et au meilleur coût aux fluctuations d'activité ». En clair, il s'agit, dans l'esprit de la loi quinquennale, de généraliser l'annualisation du temps de travail. Concrètement, lorsque le besoin s'en fait sentir, le patron peut faire travailler ses salariés 48 heures par semaine payées 39 heures. En période creuse par contre les travailleurs sont royalement invités à utiliser leur « capital temps ».

Au final, rien de nouveau donc, toujours la même politique d'abaissement du coût du travail que le système capitaliste essaie d'imposer partout dans le monde avec les conséquences sociales que l'on connaît.

Pourtant, la mascarade qu'a constitué ce sommet ne doit pas nous faire oublier tous les aspects positifs du mouvement qui eux sont porteurs d'avenir : la clarification, tout d'abord, dans le mouvement social. Classe contre classe. D'un



côté des travailleurs, de l'autre le patronat, l'Etat, les politiciens (du PS au FN), la CFDT, les pseudo-intellectuels et la plupart des médias ; ensuite, une ébauche de « recomposition syndicale » dans une perspective qui ne soit pas cette fois celle d'un syndicalisme d'accompagnement, mais de lutte ; la découverte, chez les enseignants, des limites du syndicalisme autonome (type FSU ou pire encore FEN).

Autre aspect positif, enfin, et peut-être le plus important, l'émergence de pratiques et surtout de réflexions nouvelles chez les salariés, mieux préparés à analyser le système. *Le Monde* a publié une interview d'un gréviste de la SNCF, qui disait ceci : « Pendant la grève, on a refait la société et c'était pas des discussions de comptoir. Quand on

bosse, on n'a pas le temps de parler comme ça. Ce sont ces discussions qui font peur aux patrons quand les travailleurs, qui détiennent l'outil de travail, commencent à réfléchir. »

En effet, comme le titrait *Le Monde libertaire* de la semaine dernière, rien n'est fini mais tout commence.

FABRICE  
(groupe de Rennes)

(1) Salaire différé : les cotisations patronales, appelées abusivement par ces derniers « charges », constituent en fait une part du salaire du travailleur, qui au lieu de lui être versée directement est transférée à la caisse de solidarité qu'à vocation à être la Sécurité sociale.

Librairie  
du Monde Libertaire  
145, rue Amelot  
(M° Oberkampf),  
75011 Paris  
Soirées (à 19 h 30)  
« Femmes  
révolutionnaires,  
femmes  
dans la révolution »

• Mardi 16 janvier  
discussion autour  
du film de Bernard  
Baissat, *Ecoutez May  
Picqueray* (1 h 10).  
Changer le monde,  
telle était la devise  
de cette vieille dame  
digne et intrépide.

• Mercredi 17 janvier  
discussion autour  
du film de Lisa Berger  
et Carol Mazer,  
*De Toda la vida*.  
Témoignages, 50 ans  
après, de femmes  
ayant vécu  
de l'intérieur  
la Révolution  
espagnole de 1936.

• Jeudi 18 novembre  
discussion autour  
du film de Volker  
Schlöndorf, *L'Honneur  
perdu* de Katharina  
Blum (1 h 46).

Le groupe Nestor-Makhno  
publie une brochure intitulée :  
« Les Anarchistes et la Sécu ».  
Prix : 20 F (port compris).  
Chèque à l'ordre du CESS.  
Commande : Groupe Makhno  
c/o CNT-AIT, Bourse du Travail,  
cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

« RÉFLEXIONS  
ET PROPOSITIONS  
ANARCHISTES  
SUR LE TRAVAIL »  
Brochure anarchiste n° 9  
éditions du Monde Libertaire  
20 francs  
(+ 3.70 F de frais de port).  
A commander à PUBLICO  
145, rue Amelot, 75011 Paris

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
libertaire

### Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an	45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

• Le supplément du « Monde libertaire » sur le logement est disponible en écrivant à la librairie PUBLICO.

Frais de port : 3 F l'exemplaire et, pour diffusion, 1 F l'unité pour un lot de 10 exemplaires.

• Le « Monde libertaire » va éditer un supplément sur les grèves de novembre-décembre 1995.

Il devrait paraître le jeudi 18 janvier.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

## ASSOCIATIONS

**MONTPELLIER : SOIREE ATOUR DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE**  
Le collectif « Journées libertaires » organise une soirée autour de la Révolution espagnole, le jeudi 18 janvier, à 20 h, salle Rabelais, boulevard Sarraill, à Montpellier.

Au programme : projection du film de Lisa Berger et Carol Mazer, *De Toda la vida* ; débat avec Abel Paz, auteur de *Duruti, un anarchiste espagnol*, Emile Témine, auteur de plusieurs ouvrages sur l'Espagne et Jean-Claude Michéa, auteur d'*Orwell anarchiste tory*. Egalement, expo d'affiches et tenue de tables de presse.

**ARMENTIÈRES : CNT-SANTÉ**

La section CNT de l'Etablissement public de santé mentale de Lille-Métropole (établi à Armentières) est joignable auprès de la CNT-AIT, 1/2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille. Tél./fax : 20.47.62.65.

**PARIS : COLLECTIF D'AIDE AUX MANIFESTANTS INTERPELLÉS**

Un collectif d'aide aux manifestants interpellés (CAMI) a été mis en place le lundi 11 décembre 1995. Pour tout renseignement, contactez REFLEX, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.

**PARIS : « NITASSINAN »**

Le n° 42 de *Nitassinan*, trimestriel édité par le Comité de soutien aux Indiens des Amériques, vient de sortir. Prix : 30 francs A commander à : *Nitassinan-CSIA*, BP 317, 75229 Paris cedex 05.

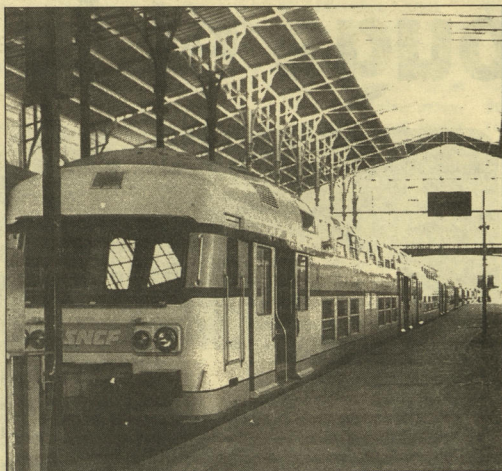


# Le transport gratuit pour tous les voyageurs est-il possible ?

LA SNCF ET LA RATP sont, avec Air France et Air Inter, les principaux outils à la disposition de tous et toutes pour se transporter et voyager. Mais ces outils sont payants, voire coûteux, et de nombreuses personnes en sont exclues. Le droit à circuler librement n'est plus un droit inaliénable puisqu'il dépend de nos revenus, quand ce n'est pas de notre couleur de peau. Aujourd'hui, les simples marchandises circulent bien plus facilement que les hommes et les femmes.

Comment remédier à cette situation ? Nous profitons de cette période exceptionnelle qu'est ce mouvement social large pour poser ce débat avec les maîtres d'œuvre du transport et du voyage : les personnels de la RATP, de la SNCF et des compagnies d'aviation. Si un dialogue ne s'est pas instauré avec le gouvernement, nous pouvons nous réjouir qu'il existe et se développe entre de nombreux citoyens, quelle que soit leur qualité sociale (cheminots, contrôleurs, postiers, « usagers », salariés, chômeurs, étudiants, précaires...).

Les directions des compagnies citées ne nous transportent plus, elles nous roulent. Se déplacer est un besoin et un droit (travail, relations sociales, loisirs). Les patrons de la RATP et de la SNCF, ainsi que l'Etat français, sous couvert de rentabilité



La gratuité des transports : quelle est la vision des personnels ?  
Photo : JPE/Michel Gangné/AFP.

ou de réduction des déficits, usent et abusent de leur monopole en augmentant les titres de transport ou en supprimant des lignes.

On nous parle de fraude, mais les chômeurs, les précaires ou les étudiants sans revenus sont-ils condamnés à se déplacer à pieds ou à récolter des procès-verbaux de plus en plus chers, qu'ils ne peuvent de toute façon pas payer ?

On nous parle de sécurité, mais est-ce une solution de mettre en place, dans l'enceinte du métro ou des gares, des milices surarmées (GPRS, CSA), prêtes à faire le coup de poing contre des sans-domicile-fixe ou des vendeurs de cacahuètes ?

On nous parle de service public, mais le contrat-plan SNCF n'est-il pas une étape de plus franchie vers le démantèlement et la privatisation des chemins

de fer ? D'ailleurs, Jean-Claude Bailly, PDG de la RATP, ne parle même plus d'« usagers » mais de « clients » (1).

Est-ce effectivement la fraude qui coûte cher à ces services publics ou le développement, dans tous les réseaux, de la vidéo-surveillance, le prix exorbitant du système informatique *Socrate* (qui a causé de nombreux déboires lors de son installation), l'entretien de système anti-fraude (porte automatique, œil électronique...) et de milices paramilitaires ?

Le gouvernement et le patronat ont clairement choisi leur politique : celle de l'exclusive et de l'exclusion. A terme, le droit au transport et au voyage ne sera plus réservé qu'à une minorité : ceux et celles qui auront les moyens de se le payer. Face aux critiques, les directions patronales laissent miroiter certains faux espoirs, comme le projet *Titre jeune à la RATP*, ou la réduction de la carte orange de 50% pour les étudiants et les chômeurs. Mais cela est loin d'être suffisant et, de toute façon, cette charité est laissée au placard.

Nous avons choisi de proposer l'inverse : la gratuité des transports pour tous et toutes. Et cela est beaucoup plus qu'un mot d'ordre vide de sens, coupé de la réalité : à nous de débattre, tous ensemble, de cette gratuité des transports et son application. Est-elle réalisable ? Partiellement ? Totalemment ? Le droit à la

libre circulation doit-il dépendre de la rentabilité, de la logique de profit, au même titre que n'importe quel bien de consommation ? Nous connaissons l'attitude des directions, mais quelle est la vision des personnels RATP, SNCF ou d'Air France sur ce sujet ?

Prenez-nous en main pour que, quelle que soit l'issue de ce mouvement, les rapports entre citoyens, qu'ils soient usagers, fraudeurs, contrôleurs ou conducteurs, existent autrement que par le rapport de forces ou de pouvoir, et qu'ils ne dépendent plus de la logique de profit imposée par quelques-uns sur nous tous.

Parlons de la gratuité des transports. Dissolvons les milices ultra-sécuritaires. Vivons et voyageons sans entraves !

## RÉSEAU NO PASARAN

(1) *Le Parisien*, 25 janvier 1995. Ce terme est aussi utilisé dans *Partages*, « La lettre de la SNCF aux clients de la ligne D ». N.B. : No Pasaran c/o Reflex-Scalp, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Tél. : 43.48.54.95. Fax : 43.72.15.77. eMail : reflex@cybera.anet.fr

Pour l'organisation de débats sur la gratuité des transports contactez les collectifs de quartier :

- Collectif « Vendredi 13 » c/o Reflex-Scalp, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris ;
- Collectif « 18° Parallèle », 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris ;
- « L'Ennemi Public n° 20 » - Scalp 20° c/o La Bonne Descente, 64, rue Rébeval, 75019 Paris.

## DES MINEURS BRITANNIQUES AUX CHEMINOTS FRANÇAIS

(Suite du ML n° 1023)

### Une politique mise en place depuis longtemps

Les atteintes massives du gouvernement Juppé contre les acquis sociaux que sont les régimes de retraite et la sécurité sociale, l'augmentation des impôts, le gel des salaires des fonctionnaires, etc., ne sont donc que la continuation d'une politique mise en place depuis longtemps par tous les gouvernements qui se sont succédés depuis plus de vingt ans ; ce ne sont là que des mesures qui s'intègrent dans un plan global de restructuration du capitalisme à l'échelle mondiale, dont les

masses populaires du tiers monde comme des pays industrialisés font les frais.

C'est en cela que les grèves actuelles sont effectivement une réaction de masse contre la « mondialisation », dont il a fallu quinze jours pour que la presse française fasse le constat.

Mais ce constat marque aussi les limites de cette grève :

1. Si elle ne s'étend pas au secteur privé et à l'ensemble des pays européens. En effet, Juppé ne peut pas se permettre de céder. L'enjeu est trop colossal. Il ne s'agit pas seulement de la prétendue « place de la France » et autres âneries. Le plan Juppé a son équivalent dans l'ensemble des pays de l'Europe, il s'inscrit dans le cadre d'une politique globale de restructuration capitaliste. L'échec du gouvernement français risquerait de déclencher immédiatement une réaction ouvrière chez nos voisins. Aussi, lorsqu'un reportage à la télé nous apprend que le chancelier Kohl prie tous les jours « pour la France », il y a fort à parier que ce n'est pas une formule de style.

Les gouvernements européens, les institutions internationales ont les yeux tournés vers la France. Il y a deux mois, le gouvernement Chirac recevait du FMI une admonestation pour la lenteur avec laquelle était mise en place la politique de déréglementation, de privatisation des services publics et d'équilibres financiers, d'où l'insistance de Chirac à rappeler la nécessité impérieuse de résorber les déficits dont l'existence n'est pourtant pas récente.

Cette partie de la classe ouvrière qui lutte aujourd'hui prend authentiquement en charge les intérêts de l'ensemble du mouvement ouvrier européen. C'est pourquoi il est impératif que la grève s'étende au secteur privé et se répande en Europe. Dans le cas contraire, les sacrifices de ces quinze derniers jours n'auront été qu'un baroud d'honneur.

2. L'autre limite de cette grève se trouve dans l'absence de projet du mouvement. Dans la mesure où elle implique un véritable démantèlement des accords internationaux en vigueur, notamment celui de Maastricht, il est

indispensable d'envisager une alternative : les choses sont allées trop loin pour qu'on se contente maintenant de dire « pas touche à la sécu » et de réclamer le retour à la situation antérieure.

Or, les directions syndicales ont une responsabilité majeure dans le cantonnement de cette grève à ses enjeux « intérieurs » au territoire français, attitude qui pourra peut-être amener quelques concessions de forme de la part du gouvernement, mais qui conduira la grève à son échec politique.

Il ne s'agit pas seulement d'imposer un contrôle accru des cotisants sur la gestion de la Sécurité sociale (c'est-à-dire aussi un contrôle sur les bureaucraties syndicales qui participent à sa gestion), d'imposer une baisse substantielle du temps de travail sans perte de salaires, de bloquer toute privatisation des services publics : il faut envisager des mesures qui permettront d'imposer l'adaptation des services publics aux besoins des usagers. En d'autres termes aucune réduction de services ne pourra être faite sans consultation des usagers ; à l'inverse, toute demande de services dûment constatée devra être satisfaite : est-il concevable, par exemple, qu'aucun gouvernement depuis vingt ans n'ait pu faire de projections, à partir des données démographiques, sur les besoins

en infrastructures scolaires et universitaires ? Peut-on mieux prouver qu'un gouvernement ne sert à rien ?

Bien plus, s'il est certain que l'internationale capitaliste est mobilisée aujourd'hui et suit de très près cette grève, c'est loin d'être le cas pour les travailleurs. Mis à part les patrons, peu nombreux sont ceux qui soulignent la nécessité de proposer un projet alternatif à la politique de déréglementation internationale et de mondialisation capitaliste élaborée dans les instances internationales, qu'elles soient à Bruxelles, Strasbourg ou Washington.

Les mineurs britanniques avaient ouvert la voie en 1984-1985 en faisant une grève d'un an contre la politique libérale de Thatcher, la même que celle de Juppé, à quelques détails près. Cette grève avait échoué, en grande partie faute d'une extension de leur mouvement en Grande-Bretagne même, et faute d'un soutien international actif. Il en sera de même aujourd'hui si les mêmes conditions se répètent : ce sera alors la fin d'un cycle de restructuration du capitalisme, et les travailleurs européens en auront pour des décennies à s'en remettre. Les capitalistes n'attendent que cela.

RENÉ BERTHIER

La Fédération anarchiste a édité une série de 10 autocollants (travail, logement, nucléaire, armée...) 50 centimes l'unité 5 francs les 20 exemplaires 10 F les 50 ex., 20 F les 100 ex. (+ 10 F de frais de port). A commander à PUBLICO 145, rue Amélot, 75011 Paris.



CHRONIQUE DE COMMÉMORATIONS ANNONCÉES

# Le surréalisme entre le Rouge et le Noir

**D**EUX ÉVÉNEMENTS, qui se répondent dans le temps, permettent de jeter un coup d'œil rétrospectif sur le surréalisme et de s'interroger sur le destin paradoxal d'un mouvement qui, faute de s'être inscrit dans cette «histoire des cataclysmes» dont parlait René Daumal, occupe la place d'honneur dans l'histoire littéraire et artistique à laquelle il prétendait échapper : d'un côté, le centenaire de la naissance des plus grands du surréalisme, Paul Eluard, en 1995, Antonin Artaud, Tristan Tzara et André Breton, en 1996; de l'autre, la mort de celui qui, après avoir été appelé à gérer l'héritage, signa le manifeste annonçant le sabotage du mouvement<sup>1</sup>. Entre le fondateur et le fossoyeur du surréalisme, quel rapport établir ? Quel enseignement tirer de cette mise en regard symbolique, où entre les deux bouts de la chaîne semble n'apparaître aucun lien ?

## Un surréalisme artistiquement correct

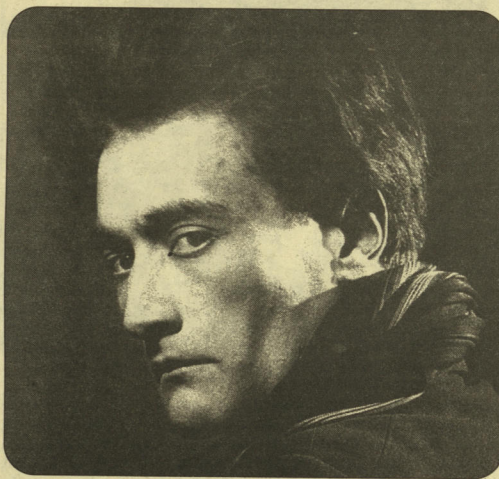
Dans le *Manifeste* d'ouverture, Breton avait placé le mouvement sous le signe du «non-conformisme absolu». Mais le «surréalisme poétique» qui donnait sens et contenu à sa formule restait de la plus belle eau littéraire. Y manquait l'essentiel de ce que la légende dorée lui attribue : une «position de révolte» quasi insurrectionnelle. Pour retrouver la présence et restituer l'enjeu du refus radical, de l'état de fureur qui a marqué les premières manifestations des «spécialistes de la révolte» et laissé une empreinte ineffaçable dans la mémoire, il faut à coup sûr réécouter la voix d'Antonin Artaud qui, dans le numéro trois de *La Révolution surréaliste* (avril 1925), annonce, par une série d'Adresses dévastatrices, la «Fin de l'ère chrétienne»; et relire les déclarations incendiaires où le surréalisme naissant ne se veut ni «moyen d'expression» ni «forme poétique» nouveaux, mais «cri de l'esprit» articulé comme un cri de guerre contre ce monde. Artaud, dira Pierre Naville, «apportait beaucoup de ce qui manquait aux ouvertures du *Manifeste du surréalisme*», à savoir «l'attaque furieuse des institutions où la société cristallise ses contraintes maudites» — attaque dont l'écho résonne jusqu'à nous<sup>2</sup>.

Angoisse existentielle, haine d'un Ordre moral asphyxiant, mépris d'une tradition artistique décriée ! Le mélange se révélera explosif quand le principe de négation hérité de Dada sera enté sur une éthique du comportement révolutionnaire

qui ne laisse place à aucun accommodement. L'idée de beauté s'est rassise. Il ne reste debout qu'une idée morale [...], proclame le brûlot lancé contre Paul Claudel (1<sup>er</sup> juillet 1925). Pris au pied de la lettre, ce principe catégorique ébranlait les fondements mêmes de l'activité artistique traditionnelle. Aussi bien, cette aspiration originelle et originale qui vouait aux gémonies l'art et les artistes, et faisait fi des jongleries verbales et des jeux de syntaxe, ne pouvait-elle coexister longtemps avec une autre tendance du groupe, conforme à la fonction d'avant-garde : «donner une figure nouvelle à la beauté», comme Breton s'en vantera par la suite, en remodelant ses traits à l'image de la modernité artistique et morale, autrement dit souder en un projet esthétique cohérent et dynamique toutes les conquêtes non conformistes des différentes écoles qui avaient précédé le surréalisme.

Les signataires de la déclaration du 27 janvier 1925, qui répugnaient à s'instituer en avant-garde nouvelle, s'interrogeaient sur «ce nouvel isme qui s'accroche à nous». Aucun doute à leurs yeux : la révolte précède le surréalisme. Breton rétablira sans tarder l'ordre des priorités. Dès le numéro quatre, il se saisit des rênes de la revue et signe un éditorial qui, sous la confusion apparente des termes, laisse apparaître son intention<sup>3</sup> : ramener le mouvement à sa vocation artistique, mais en le plaçant à la pointe du non-conformisme. Il s'agissait, écrira-t-il plus tard en évoquant ce virage, d'en finir avec l'expérience «mi-libertaire, mi-mystique» d'Artaud, pour «revenir aux positions préalables, soit, essentiellement et avant tout, de remettre le langage en effervescence [...]» (*Entretiens*, 1952). Le surréalisme désormais subordonne la révolte au projet de renouvellement artistique et littéraire — dont la réalisation s'accompagne fatalement de la reconnaissance des novateurs. D'où les phénomènes d'adaptation et de régression qui ont progressivement vidé de sa substance l'utopie d'origine, sans réussir toutefois à dissiper le malaise dans la culture laissé par la commotion fondatrice.

Une fois engagé sur le chemin de l'art, fût-ce hors des sentiers battus, le surréalisme s'éloignait fatalement de ses exigences critiques du départ et se rapprochait de l'objectif recherché par les avant-gardes : la prise en compte de leur projet par ceux mêmes dont on daubait l'incurable frilosité. Aiguillon infernal, car pour échapper à l'usure du déjà-vu, le mouvement d'innovation est condamné à toujours aller de l'avant. Cette dialectique s'est



Antonin Artaud, 1926. Photo de Man Ray.

affirmée quand le groupe, qui entendait ne rien céder de son espace de création à la politique et au PC, a défini par réaction son territoire et conquis de haute lutte le milieu artistique. Il emprunte alors à l'expérience précédente les éléments non conformistes propres à bouleverser et à rajourner le cadre culturel sclérosé, mais en les séparant de l'utopie initiale, car, prise au pied de la lettre, l'exigence d'une poésie faite par tous, non par un, grâce aux conquêtes de l'écriture automatique, délégitimait par avance toute reconnaissance de l'art surréaliste par les milieux culturels spécialisés.

Cette étape est en «écart absolu» par rapport à la période dite «héroïque», n'en déplaie à une historiographie complaisante qui, impuissante à saisir le sens du rapport critique entre la révolution surréaliste et le surréalisme réellement existant, estompe les ruptures au profit d'un développement évolutif. Son moyen : la recomposition sous forme d'ouvrages spécialisés d'une histoire faite de tous les ingrédients surréalistes, mais concassés et passés sous le rouleau compresseur du marché de l'art et de la spécialisation universitaire. Son but : reconstituer à l'usage du grand public un produit artistiquement correct et réduire l'élément révolutionnaire à une vague éthique, libertaire ou anarchiste, sans aucune implication critique sur la situation actuelle. Il s'agit à la fois d'épurer le surréalisme des scories utopiques de la révolution surréaliste et d'effacer la signification profonde de la relation du groupe avec le bolchevisme et ses succédanés, jugée politiquement incorrecte après avoir été le rapport

«naturel» au politique d'une avant-garde convaincue que «la révolution» peut sortir tout armée de l'Esprit d'une autre avant-garde.

## Un anarchisme politiquement correct

Le «parcours politique des surréalistes» n'aurait donc eu d'autre sens que de retrouver les espaces infinis de la «liberté libre» (Rimbaud) après les tribulations sur les voies sans issue du marxisme-léninisme. Tel auteur, signataire en son temps d'un appel «Pour Cuba» (14 novembre 1967), grossière contrefaçon des adresses d'antan, parle d'un «anarchisme de base»<sup>4</sup>; tel autre, pour ne pas être en reste, d'une «éthique libertaire du surréalisme» — baudruche gonflée des mots portés par l'air du temps. Mais la palme en la matière revient à ce critique d'art qui, pour retracer le parcours philosophique du combat surréaliste, évoque, sans rire, «le flirt prolongé, mais tout de même passablement mouvementé des surréalistes avec le communisme», le marxisme étant plaqué sur le surréalisme comme «sa couche la plus superficielle, la plus extérieure». En effet, explique-t-il, «si les surréalistes n'étaient pas parvenus à l'anarchisme par un sentiment de révolte éclos en eux dès l'âge le plus tendre, ils y seraient parvenus par la confiance philosophique qu'ils placent dans la pensée de Hegel»<sup>5</sup>.

La révolte n'entrerait-elle pour rien dans le sentiment qui a poussé les surréalistes à faire acte d'allégeance à la raison d'Etat... prolétarienne incarnée par Lénine et les bolcheviks, nouveaux représen-

tants à leurs yeux de l'«Esprit du monde» hégélien ? C'est ne comprendre ni la trajectoire du surréalisme d'avant quarante ni celle du groupe-postiche d'après-guerre, quand les disciples en perdition ont fini, dans les années soixante, par sceller un «grand pacte d'amour» avec Castro, sans que Breton y trouve à redire, comme l'élève appliqué ne manque pas de le faire savoir<sup>6</sup>. Fiançailles qui, comble de ridicule, ont même failli se conclure par d'heureuses épousailles : une adhésion du groupe au PC cubain ! Rappelons pour mémoire le discours prononcé par André Breton aux obsèques de Natalia Sedova-Trotsky, en 1962; et le rôle joué dans la gestion littéraire des œuvres du maître par Marguerite Bonnet, universitaire gravitant dans la constellation trotskiste et exécutrice testamentaire de Natalia Trotsky. De même, Benjamin Péret, qui, jusqu'à sa mort en 1959, fut la conscience politique du mouvement, a milité après-guerre «dans un groupe marxiste» formé de trotskistes dissidents. Bref, sur cette longue page vide d'histoire, ni les billets offerts au *Libertaire* dans les années cinquante, ni telle intervention de Breton en faveur de Lecoin, ni quelques convergences conjoncturelles sans aucun enjeu «libertaire» n'ont laissé de trace d'un noir soutenu, au grand dam des scribes que la couleur du temps a rendu allergiques au rouge.

Se pourrait-il alors que la théorie ait été à ce point déconnectée de la pratique que l'engagement politique se soit trouvé en porte à faux avec des idées de liberté artistique soutenues par un anarchisme «de base» ? En vérité, il y a une logique et un fil conducteur dans les apparentes distorsions ou contorsions du mouvement, dès lors qu'on y va voir sans œillères idéologiques. L'air ambiant et la volonté d'imiter les aînés ont certes entraîné un groupe surréaliste à la dérive dans les eaux troubles du PC cubain. Mais il n'est pas non plus interdit de penser que dans la conception «surréaliste» de l'histoire, fruit d'un hégélianisme frelaté, du bolchevisme à un individualisme anarchiste réduit au culte du Moi stirnérien, il n'y a pas solution de continuité : l'un et l'autre sont dominés par la stature des grands hommes, même s'il y a parfois illusion d'optique ou tromperie sur la taille.

Victor Basch nous a livré le secret de cette affinité en découvrant sous la morale esthétique et aristocratique de Stirner «le front dévasté, les yeux révoltés et le rictus démoniaque des héros roman-

tiques»  
esthét  
dispos  
et des h  
règle e  
supérie  
qui a le  
faction  
fait l'ol  
autres  
seule t  
dans  
grande  
et temp  
de son  
Sade et  
molles  
Lautré  
Comme  
sociales  
sia insu  
«doctri  
épouse  
conform  
plastic  
le noya  
surréal  
s'adapte  
«Malg  
parenté  
plus de  
libertair  
ment un  
tout tro  
dehors d  
Bonnet,  
années...  
nation p  
desperad  
célébrat  
Tailhad  
existen  
irréfuta  
base» d  
Charles  
l'attrac  
centre d  
société  
l'entend  
avait de  
le lysism  
de Breton  
plus pré  
nouvelle  
tion des  
l'individu  
est au cœ  
Les re  
montré l





tiques». Son credo, c'est «le Moi esthétique, le Moi artiste qui dispose souverainement des choses et des hommes, qui échappe à toute règle et à tout contrôle, qui est supérieur à toute loi et à tout canon, qui a le droit de sacrifier à la satisfaction de ses instincts tout ce qui fait l'objet de la vénération des autres hommes et qui n'a qu'une seule tâche, c'est de se déployer dans son incommensurable grandeur, avec tout ce qui tressaille et tempête et sanglote dans le cœur de son cœur». Les fantômes de Sade et ceux des Grandes Têtes molles du romantisme railées par Lautréamont ne sont pas loin. Comme cette inversion des valeurs sociales à l'usage d'une intelligentsia insurgée ne se réclame d'aucune «doctrine politique positive» et épouse toutes les positions du non-conformisme, elle peut, grâce à sa plasticité, passer aujourd'hui pour le noyau «libertaire» d'une éthique surréaliste assez élastique pour s'adapter au marché de l'art<sup>8</sup>.

«Malgré ces sentiments de parenté [...], on cherchera en vain plus de références aux courants libertaires de l'époque<sup>9</sup>», écrit sobrement un auteur pourtant disposé à tout trouver dans ce domaine. En dehors d'une «influence diffuse» (M. Bonnet) sur Breton dans les années... 1912-1913, et de la fascination pour les actes héroïques de desperados, avec, en contrepoint, la célébration du poème de Laurent Tailhade à la gloire de l'anarchie, il existerait une preuve ultime et irréfutable de l'esprit libertaire «de base» du surréalisme : l'*Ode à Charles Fourier* (1947). Faire de l'attraction passionnée le nouveau centre de gravité de l'homme en société et la clef d'une refonte de l'entendement humain, le sujet avait de quoi nourrir, assurément, le lyrisme emphatique d'un poème de Breton. Pourtant, à y regarder de plus près, cela ne trace aucune piste nouvelle sur le chemin de la libération des sens et des attributs de l'individu qui, jusqu'à nouvel ordre, est au cœur de l'anarchisme.

Les retombées de Mai 68 ont montré les limites et les impasses

de ces effloraisons «libertaires». La révolution des désirs initiée par les enfants de Fourier, de Freud et de Breton répondait au désir de révolution d'une économie marchande en plein essor, désireuse en effet de faire craquer le justaucorps étrié d'un Ordre moral en complète discordance avec les valeurs nouvelles de la société de consommation. Il fallait libérer l'individu de ces rêts pour le mettre en coupe réglée corps et âme. La boucle de l'infamie se referma en Mai 1981, quand un proche du surréalisme, à la pointe de la contestation en Mai 68, saluera l'avènement des nouveaux princes par un «Manifeste pour réconcilier l'avant-garde avec le pouvoir». A l'en croire, une chance s'offrait à «l'utopie socialiste-libertaire que tout créateur digne de ce nom porte en lui», «utopie séculaire» représentée notamment par Fourier, les saint-simoniens, Lautréamont et... Breton<sup>10</sup>. Le pouvoir, en fait, avait fini de domestiquer l'avant-garde et de capter à son profit la contestation, réduite par les demi-soldes surréalistes et situés à une révolte sur mesure : quelques banalités de base aussi inusables qu'innoffensives, capital culturel recyclé à l'usage des jeunes générations par l'infatigable Raoul Vaneigem<sup>11</sup>.

### Tombeaux pour le surréalisme

Chez Breton, l'existence artistique a déterminé la conscience politique et non l'inverse. Pour comprendre le sens de cette histoire, il convient de retrouver sous le surréalisme artistique la révolution surréaliste qu'il a occultée, donc d'inverser l'ordre hiérarchique. Et surtout, de dissiper les faux-semblants qui agissent comme autant de leurres pour détourner des vraies questions : l'antistalinisme de principe a fait écran à la vacuité de la position politique du surréalisme, qui s'est réclamé du bolchevisme, de l'anarchisme ou d'un esprit libertaire sans se soucier de définir clairement son rapport à ces mouve-

ments de pensée. De même, l'anticonformisme foncier de sa démarche d'avant-garde a pu faire illusion sur le contenu subversif de ses interventions artistiques et littéraires parfaitement codés comme sur la fonction remplie par le mouvement dans le milieu culturel.

Breton n'était pas dupe d'ailleurs de ce rôle convenu quand il déclarait en décembre 1942 : «Historiquement le surréalisme peut revendiquer sans partage la place qu'il a tenue à l'avant-garde entre les deux guerres» (*La Clé des champs*, 1953). Quelle place occuperait une postérité qui serait appelée à jouer les prolongations après-guerre ? Ce qui ne se laissait qu'entrevoir apparaît en pleine lumière, grâce précisément à la gestion des héritiers et des intermédiaires. En allant jusqu'au bout d'une certaine logique du reniement ou de l'aveuglement, ils ont éclairé les mécanismes de renouveau et d'intégration à l'œuvre dans le surréalisme. Souvenons-nous de la grand-messe célébrée à Beaubourg par le gratin artistico-surréaliste mêlé à la gauche caviar pour canoniser «André Breton», chantre de «la beauté convulsive»<sup>12</sup>. Ou de la supplique concoctée en novembre 1992 par les «dirigeants de l'ubuesque "Association pour la Culture, la Technologie, l'Urbanisme, les Arts et les Lettres" (ACTUAL)» (Maurice Nadeau) pour faire labelliser par François Mitterrand l'appellation surréaliste.

Ceux qui parlent d'anarchisme, d'éthique libertaire ou d'utopie sans remonter à la bifurcation qui explique et rend possibles les écarts comme les simulacres d'engagement et les palinodies, ceux-là ont quelques cadavres dans la bouche. Celui de la Révolution surréaliste, bien sûr, mais celui du surréalisme aussi ! Comment faire le départ de la révolte «pure» et de l'anticonformisme, de l'authentique et de la contrefaçon, si l'on ignore la double structure, utopique et esthétique, du mouvement naissant, comme le rapport conflictuel entre ses deux pôles et leur importance respective ?

Privé des conditions pratiques d'une critique radicale de la littérature et de l'art, celles dont les fondateurs surent se saisir, même l'intuition centrale du surréalisme — que le temps de travail cessera d'être la mesure de toute chose et que l'activité polyvalente reste le champ d'épanouissement de la puissance humaine — s'étiolé et dépérit. Car, précisément, la conscience artistique aliénée ne peut concevoir une telle activité qu'à son image, celle d'une spécialisation mutilante; et l'idée d'une réforme de l'entendement, elle la mesure aussi à l'aune de l'existence artistique perçue comme seul rapport au monde véritablement humain.

### Au-delà du surréalisme, la Révolution surréaliste

La confusion entre révolte et non-conformisme, c'est l'histoire d'une régression qui insidieusement a creusé la tombe où le surréalisme s'est lui-même enseveli. Ce qui ressortissait à l'esprit de «surprise», de scandale et de provocation a formé une morale de contestation parfaitement compatible avec les nouveaux modes de représentation esthétique fondés sur la mobilité des échanges culturels, le renouvellement et l'obsolescence accélérés des produits artistiques. L'étonnement a cédé la place à l'inauthentique et au convenu, la «vision esclave» (Rimbaud) s'est emparée du merveilleux quotidien, désormais muséifié. En témoigne, par exemple, le «rallye littéraire» qui, à l'occasion du centenaire de la naissance d'Eluard, a agglutiné quelques badauds devant les vestiges pétrifiés du Paris surréaliste.

Existe-t-il une pierre de touche pour reconnaître dans l'œuvre des surréalistes ce qui a résisté à l'épreuve du réel artistique ? Le moment où s'est manifestée une volonté de rupture totale avec l'institution comme telles intuitions de Breton sur le rapport éthique/esthétique fournissent aujourd'hui encore l'antidote à la science de l'accommodement existentiel et social qui est devenue le lieu commun de l'intelligentsia ralliée au régime de la démocratie consensuelle. Irréductible à toute appellation contrôlée, cette éthique du comportement révolutionnaire réactive sans cesse, pour les rendre actuels, des principes de refus puisés dans de multiples courants critiques. Elle n'a donc rien à voir avec les ersatz idéologiques, baptisés libertaires ou anarchistes, conçus tout exprès pour expurger le surréalisme d'un «marxisme» honni, et, dans la foulée, rendre problématique une lecture politique radicale de l'histoire du surréalisme.

La flamme utopique retombée, le groupe, farouchement retranché derrière l'indépendance artistique pour échapper à l'emprise totalitaire du PC, n'avait d'autre issue que de suivre la pente naturelle. Qui l'a ramené au lieu d'où il avait espéré s'évader. La part d'anticonformisme du mouvement est revenue à l'art pour l'art... surréaliste, après avoir épuisé sa charge

de subversion esthétique. La révolte est restée à la révolution surréaliste. L'utopie de ce commencement n'a pas fini de protester contre le réalisme de cette fin.

LOUIS JANOVER

<sup>1</sup>Jean Schuster, «Le Quatrième Chant», *Le Monde*, 4 octobre 1969. Dans la notice nérologique consacrée au «poète et pamphlétaire» (sic) Jean Schuster (*Le Monde*, 20 octobre 1995), le critique littéraire Pierre Drachline, qui ne contredit jamais ses sympathies d'éditeur, oublie quelques «détails», de l'engagement exalté de l'auteur en faveur de Castro à la très «surréaliste» supplique «à l'attention de Monsieur le Président de la République».

<sup>2</sup>Sans parvenir jusqu'aux oreilles de Bertrand Poirot-Delpech, «de l'Académie française». Dans une de ces chroniques «gauchistes» dont il a le secret, notre agité du bicorne saluait en Artaud, Genet et... Gainsbourg trois «immenses poètes» (*Le Monde*, 13 mars 1991). Il est vrai qu'à ses yeux Roger Stéphane était un «ennemi juré et cohérent du "spectacle" contemporain, au même titre que Debord (6 décembre 1994)».

<sup>3</sup>Pourquoi je prends la direction de la *Révolution surréaliste*, n° 4, 15 juillet 1925.

<sup>4</sup>Georges Sebbag, *Le Surréalisme*, Paris, Nathan-Université, 1994.

<sup>5</sup>José Pierre, *Surréalisme et Anarchie*, Paris, Plasma, 1983.

<sup>6</sup>Tracts surréalistes et déclarations collectives, t. 2, 1940-1969, présenté et commenté par José Pierre, Paris, Le Terrain vague, 1982, p. 426 sq.

<sup>7</sup>Sur la dernière péripétie de ce surréalisme-postiche, et le rôle joué par Jean Schuster dans la phase terminale du groupe, voir le pamphlet de Nicole Espagnol, témoin engagé de cette époque, «Défauts, faux et usage de faux», décembre 1990.

<sup>8</sup>Pour une lecture «surréaliste» de Stirner, voir les envolées bouffonnes de José Pierre, «La poussière de soleils. Stirner aujourd'hui ou le Retour du Jédu» (numéro de *L'Arc* sur l'anarchie, n° 91-92, 1984).

<sup>9</sup>Ulrich Vogt, «Osiris anarchiste. Le miroir noir du surréalisme», *Mélanie*, n° 5, 1983.

<sup>10</sup>Jean-Jacques Lebel, *Le Monde dimanche*, 8 novembre 1981.

<sup>11</sup>Dernier produit en date, le consternant et régressif «Avertissement aux écoliers et lycéens», sur-le-champ encensé par Pierre Drachline, faire-valent intéressé de tous les anticonformismes conformes («L'école du désir», *Le Monde*, 24 novembre 1995). Pour un point de vue critique, voir Claude Guillon, «Vaneigem over» (8 octobre 1995, *La Bonne Descente*).

<sup>12</sup>Voit le tract «Permettez» (*Le Monde libertaire*, 25 avril-1<sup>er</sup> mai 1991), qui détourne, pour les retourner contre les organisateurs de la mascarade organisée à Beaubourg, de même que les surréalistes utilisèrent en 1927 afin d'arracher Rimbaud à ses premiers fossoyeurs.

#### Éléments bibliographiques :

• Louis Janover, *Surréalisme, art et politique*, Paris, Galilée, 1980 ; — *La Révolution surréaliste*, Paris, Plon, janvier 1989 (voir *Le Monde libertaire*, n° 754, 1<sup>er</sup> juin 1989). Réédition Hachette, «Pluriel», septembre 1995, 284 p.  
• A paraître en 1996 aux Editions de Paris : *L'Avant-garde et ses doubles*.  
• Dernier ouvrage paru, en collaboration, avec Jean-Pierre Garnier : *La Pensée aveugle. Quand les intellectuels ont des visions*, Paris, Editions Spengler, 1993 (voir *Le Monde libertaire*, n° 937, 16-29 décembre 1937).

**Bibliographie :** *Tracts surréalistes* (1922-1939), Paris, Eric Losfeld, 1980. *Manifestes du surréalisme*, J.-J. Pauvert, 1962. *Revue : La Révolution surréaliste* (1924-1929), Paris, J.-M. Place, 1980. Maurice Nadeau, *Histoire du surréalisme* (1945), Paris, Le Seuil, 1972. Hans Richter, *Dada. Art et Anti-art*, Editions de la Connaissance, Bruxelles, 1965. Henri Béhar et Michel Carassou, *Dada. Histoire d'une subversion*, Fayard, 1990.

La révolution surréaliste  
Louis Janover  
Pluriel

## « La révolution surréaliste »

Louis Janover  
éditions Hachette/Pluriel

Les historiens parlent du surréalisme comme du mouvement littéraire et artistique le plus important du siècle. Mais qui nous dira à quoi ressemblait vraiment la « révolution surréaliste » ? Que voulait cette poignée d'artistes et d'écrivains qui, non contents de chercher à « tuer l'art », se targuaient d'être des « spécialistes de la révolte » et proclamaient sur la couverture du premier numéro de leur revue : « Il faut aboutir à une nouvelle déclaration des droits de l'homme » ? Breton avait placé *Le Manifeste du surréalisme* sous le signe du non-conformisme absolu. Seule une histoire absolument non conforme pouvait restituer l'enjeu de cette révolte hors du commun. Une postface actualisée la réflexion historique en montrant pourquoi le triomphe de l'art surréaliste devait non seulement tuer la révolution surréaliste, mais en effacer la mémoire.

58 francs  
(+ 10% de frais de port).  
En vente à la librairie PUBLICO.



LE MOUVEMENT LIBERTAIRE ESPAGNOL

# La CNT en congrès en appelle à la jeunesse

Le VIII<sup>e</sup> congrès de la Confédération nationale du travail (CNT) se tenait du 6 au 10 décembre 1995, en Andalousie, au Palais des Congrès de Grenade. La Fédération anarchiste, invitée, a envoyé une délégation, occasion unique de rencontrer bon nombre de composantes du mouvement anarchiste ibérique. *Le Monde libertaire* va se faire l'écho de ces rencontres en présentant sur plusieurs numéros une série d'interviews réalisées à Grenade auprès de représentants de la CNT, de la Fédération ibérique des Jeunesses libertaires, de la Fondation Anselmo-Lorenzo, de l'Athénée libertaire de Puebla del Rio (province de Séville) et du mouvement Femmes libres (*Mujeres Libres*). Tout naturellement, cette série débute par l'organisation en congrès, la CNT. Nous avons recueilli les propos de Luis Fernando Barba Marchante, secrétaire général du Comité national de la CNT.

**ML :** *Peux-tu nous décrire la situation générale de la classe ouvrière en Espagne ?*

**LFBM :** Elle est dans une situation de marasme. Les structures syndicales et leur fonctionnement dans les comités d'entreprise (principal organe de cogestion en Espagne, Ndlr) ont rendu les gens méfiants et les ont habitués à voter tous les quatre ans. L'Union générale des travailleurs (UGT), proche du Parti socialiste, et les Commissions ouvrières (CCOO), proches du PC, sont des syndicats de service, qui pensent et agissent à la place des ouvriers. Le résultat est que la classe ouvrière se trouve désarmée. Les syndicats réformistes ont permis au patronat de dégrader la situation :

— sur le plan matériel, avec une réforme du travail : contrats-poubelle, gels des salaires, fermetures d'entreprises. Et comme résultat : 4 millions de chômeurs ;

— sur le plan moral, les ouvriers sont devenus apathiques et la solidarité ouvrière n'existe plus. Le syndicaliste a perdu tout prestige, car la loi lui donne une série de privilèges en lui permettant, par exemple, de s'absenter de son travail un certain quota d'heures pour aller discuter en réunion avec les patrons. Il se passe alors ce qu'on appelle le syndrome de

Stockholm, que l'on retrouve chez les personnes kidnappées qui finissent par nouer une relation d'amitié avec leurs ravisseurs.

Historiquement, la CNT propose un modèle syndical différent : des sections syndicales dans lesquelles sont nommés des délégués mandatés sur des thèmes ponctuels (et révocables à tout instant). Ce modèle est celui du syndicalisme classique en Espagne. Cependant, avec la transition démocratique, on a imposé une continuité avec le franquisme. Sur le plan syndical, les comités d'entreprise et leur fonctionnement sont la continuité du modèle syndical franquiste. (Cette continuité se retrouve aussi dans toutes les strates de la société et de l'Etat espagnol.)

**ML :** *Par rapport à la situation actuelle de la CNT et à ses potentialités de développement, nous avons eu l'impression d'un besoin de se renouveler : beaucoup d'appels à la jeunesse ont été faits à l'ouverture du congrès.*

**LFBM :** Actuellement, beaucoup de jeunes rejoignent la CNT : insoumis, étudiants et toute une frange de 25-30 ans désenchantés par la « démocratie », et qui se sont écartés des organisations « classiques ».

L'insoumission a toujours été un souci permanent de la CNT, depuis sa création, alors même que personne ne s'en préoccupait. De ce fait, les jeunes rejoignent la CNT en s'identifiant à cette lutte antimilitariste.

La CNT a une carte à jouer auprès de la jeunesse, en espérant que cette époque de morosité disparaisse et qu'on retourne aux idéaux dans les années à venir. Je crois que l'utopie — et surtout l'utopie anarchiste — reviendra « à la mode », car le faux idéal ouvrier du « socialisme réaliste » s'est écroulé.

**ML :** *Dans quelles luttes est investie actuellement la CNT ?*

**LFBM :** Elle mène des actions, entre autres, dans les chantiers navals de Puerto Real (province de Cadix), dans les services publics en Estremadure, dans les transports à Barcelone... Un autre point important se situe sur le plan institutionnel pour la restitution du patrimoine historique de la CNT et du mouvement ouvrier, confisqué par le franquisme. A titre d'exemple, l'UGT a reçu 9 milliards de pesetas de dédommagement et la CNT seulement 240 millions. Nous nous mobilisons soit pour obtenir une somme identique, soit un dédommagement proportionnel aux preuves de propriété en notre possession, ce qui équivaudrait à un montant de 5 milliards de pesetas. Cette situation est due à une volonté étatique de différencier les syndicats de collaboration de la CNT révolutionnaire.

**ML :** *Ce congrès de Grenade est le huitième seulement. Comment expliquer un si petit nombre ?*

**LFBM :** Depuis sa création, en 1910, les trois quarts de la vie de la CNT ont été clandestins, et ce n'est que depuis la mort de Franco que les congrès peuvent avoir lieu régulièrement, tous les quatre ans, le lieu

étant décidé en Congrès national d'Unions régionales de syndicats.

**ML :** *Quels sont les enjeux de ce VIII<sup>e</sup> congrès ?*

**LFBM :** Le congrès décide du futur immédiat de l'organisation, en tenant compte de la situation sociale difficile dans laquelle se trouve le monde du travail : risque de disparition des conventions collectives, apparition de listes noires dans les entreprises, libéralisme sauvage du travail... Il s'agit pour nous de trouver une stratégie pour combattre cet état de fait et nous faire connaître auprès de la classe ouvrière afin qu'elle se rende compte qu'il existe un syndicalisme différent du « syndicalisme de service ».

**ML :** *Le thème du congrès est : « Pour la dignité de la classe ouvrière ». Pourquoi ?*

**LFBM :** Nous voulons que la classe ouvrière retrouve sa dignité et ses forces perdues lors de la période de transition démocratique, au cours de laquelle la corruption politique et l'enrichissement le plus rapide possible ont été le seul modèle proposé. Le réformisme des syndicats officiels a permis au gouvernement et au patronat de traiter avec dédain et mépris les travailleurs. Seul un syndicalisme combatif et solidaire peut les freiner.

**ML :** *Quelles sont les relations de la CNT avec les mouvements libertaires en général ?*

**LFBM :** Les relations sont très bonnes, notamment avec *Mujeres Libres* et les Jeunesses libertaires. La CNT est adhérente à l'Association internationale des travailleurs (AIT), cela nous permet de travailler avec d'autres organisations qui vont dans le même sens que nous, comme la CNT française.

**ML :** *Peux-tu réagir à propos des événements sociaux en France ?*

**LFBM :** Je pense que la presse a gonflé ces événements en les comparant à Mai 68. Par contre, il s'agit vraiment d'une révolte sur le plan social. Les organisations comme la CNT ont leur rôle à jouer pour présenter une autre manière de s'organiser sans dirigisme, à travers des assemblées générales souveraines qui rendent possible la construction d'un monde meilleur.

**ML :** *En conclusion, quels sont tes souhaits pour l'avenir ?*

**LFBM :** Que la CNT retrouve ses forces d'antan, qu'elle sorte de sa marginalité actuelle sans rien perdre de ses principes idéologiques, afin qu'elle continue à être l'organisation anti-autoritaire qu'elle a toujours été.

Transmis par PHILIPPE (FA de Bourges)  
(Suite au prochain n°)

## RENDEZ-VOUS

### CHELLES

Le groupe Sacco et Vanzetti de la FA organise le samedi 13 janvier, à 20 h 30, une soirée dédiée à la Révolution espagnole de 1936-1939, avec la projection du documentaire *Un Autre futur*, de Richard Prost. Adresse du local : 1 bis, rue Emilie (près de la gare SNCF), 77500 Chelles.

### IVRY-SUR-SEINE

Le samedi 13 janvier, à 20 h 30, le groupe Etoile Noire de la FA et l'association « Les Amis de Louise-Michel » vous invitent à une soirée-débat : « Quelle école ? Pour quoi faire ? », avec Jean-Marc Raynaud, de l'école libertaire Bonaventure d'Oléron, ainsi que la participation de Pierre Laborie, de Radio-Cartable (la radio des écoles d'Ivry), et de membres de la Fédération Social-Santé-Education de la CNT. La projection du film vidéo *Bonaventure, une école libertaire* viendra agrémente le débat. La réunion publique aura lieu à la salle Saint-Just, 30, rue Saint-Just, à Ivry-sur-Seine.

### GARD

Les militants du Gard de la FA vous proposent un rendez-vous régulier au cours d'une vente quinzomadaire du *Monde libertaire* au cours du marché du vendredi, sur le boulevard Jean-Jaurès, à Nîmes, entre 10 h et 11 h 30. Prochains rendez-vous : les 5 et 19 janvier et les 2 et 16 février 1996.

## PARUTIONS

### PRESSE

*Libertaire* n° 3 (décembre 1995-janvier-février 1996), parution du groupe Léo-Ferré de la FA du Tarn, est disponible au prix de 5 francs (+ 3,50 francs de frais de port) auprès du Cercle de réflexions et d'œuvres sociales, BP 06, 81390 Puybegon. Abonnement pour cinq numéros : 25 francs (port gratuit).

### BANDEAU

« MONDE LIBERTAIRE » Le groupe de la FA du Gard diffuse un bandeau « Lisez le *Monde libertaire* », de couleur jaune vif, au format 65x20, impression noire. A coller seul ou avec une affiche à thème. Tarifs (port compris) : 10 exemplaires : 10 F ; 100 exemplaires : 52 F ; 200 exemplaires : 88 F. Chèque à établir à l'ordre de Vidal. A commander à : AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.

### SOLIDARITÉ CHILI

Annette Abassof : 100 F ; Paul Sarat : 100 F. Nouveau total : 1 330 F. Pour tout soutien financier des anarchistes chiliens, envoyez vos chèques à l'ordre de PUBLICO (mention au dos : « Solidarité Chili »).

## SOLIDARITÉ AVEC LES ANARCHISTES GRECS

Nous vous avons déjà informé de la situation de nos camarades anarchistes grecs qui ont été délogés de l'école Polytechnique le 18 novembre de cette année, alors qu'ils l'occupaient comme tous les ans pour célébrer la chute du régime des colonels, et cela dans un contexte de contestation sociale importante. Depuis cette date, 137 d'entre eux ont été jugés et condamnés, pour la plupart à 40 mois de prison fermes. Il faut savoir que la plupart des condamnés l'ont été par contumace et que ceux qui ont choisi d'assister à leur procès (seulement 7) n'ont vu leur peine « réduite » qu'à 31 mois fermes ; une condamnation qu'ils pourraient racheter contre une caution de 3,5 millions de drachmes (environ 70 000 F), ce qui tient manifestement de la provocation. De plus, la cour de justice n'ayant pas retenu l'accusation de constitution de bande criminelle, le procureur a logiquement fait appel. Malgré cette avalanche répressive, de bonnes nouvelles nous sont parvenues de Grèce : Kostas

Kalameras, qui menait une grève de la faim contre son emprisonnement arbitraire suite à une affaire de « vol à main armée » montée de toute pièce, a été libéré ; George Roussis et Basil Piamanopoulos, respectivement professeur d'université et acteur, se sont déclarés solidaires des anarchistes et d'accord avec le fait de brûler le drapeau grec. Bien entendu, ils ont été immédiatement poursuivis en justice.

De notre côté, il nous faut intensifier la lutte pour obtenir la libération sans condition de nos camarades. En ce sens, nous appelons tous ceux pour qui la « déraison » d'Etat ne peut en aucun cas justifier d'écraser des individus à faire connaître à l'ambassade et aux consulats grecs en France leur désaccord et leur protestation. L'Etat grec doit savoir que nous n'abandonnerons pas ceux qui luttent pour l'égalité sociale et la liberté.

Les RELATIONS INTERNATIONALES de la FA



# « Avertissement aux écoliers et lycéens »

Raoul Vaneigem - éd. Mille et une nuits

UNE CHOSE EST SURE, Vaneigem ne fait pas partie de ces porcs qui comme le gros adipeux gominé qui sévit à Libé, le Bernard-Henri machin chose ou le André Gluckstruc lapent bruyamment dans la gamelle du système qu'ils combattaient quand ils étaient jeunes.

Trente ans plus tard, sa révolte, son intransigeance et sa quête n'ont pas pris un cheveu blanc. Trente ans plus tard, il continue en effet, avec une superbe à nulle autre pareille, un sens de la formule à décoiffer les chauves et un mordant à décaper les peines à jouter de tout bord, à faire fièche de tout bois contre la marchandise et la survie.

Oh, bien sûr, le geste n'est plus aussi somptueux qu'autrefois, les mots ne virevoltent plus avec autant

de férocité qu'avant et les éclats de voix n'ont plus le jarret aussi souple qu'hier. Mais...

Mais c'est peu dire que le bougre a encore la moelle et ne manque pas de panache. Cet avertissement, comme le *Traité de savoir vivre* de 1967, tape où ça fait mal. Il frappe au cœur. A l'essentiel d'un système scolaire et d'une éducation qui n'ont de cesse de transformer les étincelles de vie qui pétaradent dans les yeux de tous les enfants du monde en un halo de brume où la résignation ne le dispute qu'à la compromission.

Dix fois, cent fois, il tourne et retourne les abattoirs-abrutisseurs de la scolarité et de l'éducation ordinaire sur le grill du pourquoi et le barbecue du dérisoire.

Dix fois, cent fois, il caresse la bête écolière et lycéenne à rebrousse-poil de toutes les démagogues, en lui enjoignant de ne pas se fourvoyer dans les impasses réformistes et d'aller à l'essentiel de la vie.

Dix fois, cent fois... A l'heure où le Vieux Monde se chie dessus et se répand aux quatre vents de son impuissance à dépasser le stade reptilien, il n'est donc pas étonnant que la jeunesse s'arrache ces 75 pages.

L'air pur est si rare que... Reste que, comme il y a trente ans, l'or pur de la révolte mérite peut être mieux que le fer blanc spontanéiste et les haillons d'un manque cruel de perspectives.

Excuse-moi Raoul, mais pour avoir eu vingt berges il y a trente ans, je ne me satisfais pas du allons-y et on verra bien, de l'apologie de la famille et du père Noël service public.

Jadis, rappelle-toi, on beuglait déjà : « Ne dites plus M. le profes-

seur, dites crève charogne ! » ; on taguait : « *Ceux qui parlent de révolution sans faire référence à la vie quotidienne, ceux-là ont dans la bouche un cadavre.* », et on se moquait en disant : « *Nous n'avons rien contre les vieux, mais nous refusons ce qui les a fait vieillir.* » Et...

Et c'était beau, ça claquait au vent des cœurs écorchés et des tripes exacerbees... Mais... Mais bordel de merde, la vie ne se vit pas qu'en contre.

La révolte sans perspective n'est-elle pas le lit de toutes les trahisons... et de tous les suicides ?

Plus qu'un avertissement, ne devrions-nous pas, trente ans plus tard, offrir à la jeunesse ne serait-ce qu'un entre-baillement de porte sur l'espoir ?

C'est une bonne question, et si avertissement il devait y avoir, ce serait sûrement de dire à la jeunesse (et à nous-mêmes) que de la révolte à la révolution il y a un gouffre qui ne pourra être franchi qu'à force d'humilité, de courage, de ténacité, de débats, d'efforts, d'organisation et d'alternatives en actes.

Foutre le feu au lac c'est pas mal, mais dessiner un mouton... Faire en sorte que tout un chacun puisse dessiner un mouton, ça devrait quand même être autre chose.

Mettrais-tu ton talent au service de cette gageure ?

Ce n'est pas un avertissement, c'est un pari... et un espoir !

JEAN-MARC RAYNAUD

N.B. : cet ouvrage est actuellement épuisé.

# A LA PETITE SEMAINE

## Qui es-tu ?

Boules de cristal, marc de café, horoscopes, tarot, plan Juppé et autres programmes politiques... les charlatans de l'avenir radieux, à travers prévisions pour les uns, vœux à la nation pour les autres, se font concurrence chaque année, aux premiers jours de janvier, pour annoncer à une clientèle de jobards affligés fortunes diverses ou monde meilleur pour les mois à venir.

Ne tenant pas à intégrer les rangs de ces fabricants de promesses, escrocs sans envergure, il serait navrant d'annoncer ici pour 1996 que l'émancipation des travailleurs sera enfin l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. D'autant que si l'on devine aisément de qui ils doivent s'émanciper, il n'est hélas jamais précisé de quoi, c'est-à-dire du travail lui-même conçu comme axe central de toute vie associative autour duquel tout s'organise.

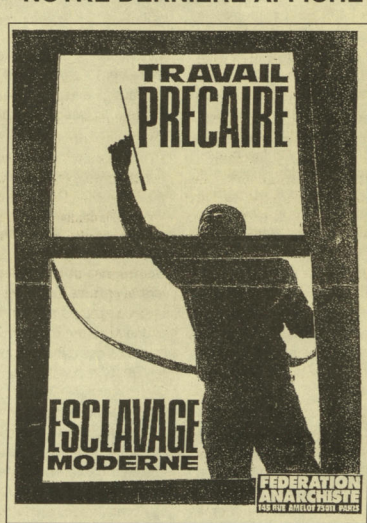
Et c'est dommage, car cela nous changerait un peu des discours des bonimenteurs de la voyance politique, faiseurs de programmes pour lendemains qui chantent dans l'usine, le bureau ou l'atelier, dont on aimerait tout de même sortir un jour, pour toujours, afin de ne plus s'entendre demander « Que fais-tu ? », mais « Qui es-tu ? », la seule question qui vaille.

FLORÉAL

**Ile-de-France RADIO LIBERTAIRE (89.4 FM)**  
 « MICROCLIMAT »  
**JEUDI 11 JANVIER**  
 20 h 30 - 22 h  
**Le vélo comme réponse au « tout voiture »**


**JEUDI 18 JANVIER**  
 20 h 30 - 22 h  
**Pasteur, les faces connues et cachées, avec Daniel Rachvarg, chercheur au CNRS et comédien**

**NOTRE DERNIÈRE AFFICHE**



**TRAVAIL PRECAIRE**  
**ESCLAVAGE MODERNE**  
 FEDERATION ANARCHISTE  
 148 RUE AMELOT 75011 PARIS

Le groupe FA de Brest a réalisé l'affiche ci-dessus, en noir et blanc (format 100X70).  
 5 F l'unité, 95 F les 50 exemplaires (+ 10% de frais de port).  
 A commander à PUBLICO.



Un microbe qui s'installe dans une plaie, ce n'est pas pour rire. L'origine de tout mal est obscure et le mal demeure actif autant que son origine le demeure. Avant Pasteur, on attribuait la rage à une influence maligne et avant Claude Bernard la multiplication des souris à la génération spontanée. La routine aidant, toute vision erronée devient normative. Si l'on applique au plan humain ce type de raisonnement, l'inacceptable devient la norme. L'inacceptable est aujourd'hui ce certain type d'homme devienne le garant d'un modèle imposteur, et l'on ne voit pas que ce type d'homme-là puisse être autorisé à exprimer son opinion quand un autre type ne le pourrait pas. Le droit de regard n'est pas exclusif. Il n'y a donc aucune raison de ne point en user. L'antipathie que l'on peut éprouver pour certaines personnes a le devoir de s'exprimer au nom du droit réel. Les images

**MISE AU POINT**  
**Images**

constituent la base des affects, une base d'autant plus incertaine que sans cesse manipulée. Feuilletter différentes sortes de magazines permet d'en mieux juger. Une photographie du médiatique gros Sultzer devient banale quand on a vu cent fois sa face huileuse reproduite dans maints magazines. Elle devient carrément insupportable si l'on place à côté une photographie d'homme, un peau-rouge par exemple, avant l'épuration. N'importe quel homme d'ailleurs devient d'une beauté foudroyante, comparé aux mondains marins qui affichent leur faciès satisfait aux premières pages des magazines, et l'on se dit alors que c'est une chance de pouvoir comparer ce que l'homme fut avec ce qu'il est devenu, et que si notre appareil de relation se trouve dans un si triste état, il n'y a rien de surprenant. Le mal s'exhibe, cherchons-en les causes, regardons simplement, elles sont visibles. Les communicateurs, les prophètes, en société, ont tous le même faciès glissant, affichent les mêmes

rondeurs replètes. Ils ont sur la face le luisant du pognon. La bidoche, matière première comme une autre, affiche donc un enseignement. La vision directe ne consent point à la duperie. On peut être gros et digne, ceux-là sont gros et répugnants. La saleté vient du mental. Si certains gros deviennent insupportables ce n'est point tant parce qu'ils sont gros que parce que leur grosseur a un air de saleté. L'exercice de la photographie comparée devient très vite un jeu passionnant, et en tout cas une gymnastique décapante de lucidité. Un lecteur de signes, bien entraîné, ne prendra pas comme expression de la santé sociale ce qui en est la pathologie. William Burroughs écrit que la meilleure façon de mettre un flic mal à l'aise est de le fliquer. Idem pour le délit de sale gueule. Dans l'univers spongieux du compromis, l'encrevaté huileux est un modèle de réussite. Dans le faisceau d'un regard nu, il n'est plus qu'une tumeur humaine.

CLAUDE MARGAT

**VIDÉO-DIAPORAMA**



**ESPAGNE 36**  
**RÉVOLUTION AUTOGESTIONNAIRE**

**100 F**  
 (+ 10% de frais de port)

A commander à PUBLICO  
 145, rue Amélot  
 75011 Paris

Durée : 80 mn  
 (standard VHS SECAM)



« LE LIBERTAIRE » (1920-1939)

# L'organe éclectique de l'Union anarchiste

« Le Libéraire n'a de patrie que la patrie universelle. Il est l'ennemi des bornes : bornes-frontières des nations, propriété d'Etat ; bornes-frontières des champs, des maisons, des ateliers, propriété particulière ; bornes-frontières de la famille, propriété maritale et paternelle. Pour lui l'Humanité est un seul et même corps dont tous les membres ont un même et égal droit à leur libre et entier développement, qu'ils soient les fils d'un continent ou d'un autre, qu'ils appartiennent à l'un ou l'autre sexe, à telle ou telle autre race. Il a pour principe, un et supérieur : la liberté en tout et pour tous. » (1)

DANS « un mouvement qui refusait toute organisation structurée, tout se passe comme si c'était la presse qui tenait lieu d'organisation, de parti... » (2), le Libéraire, promu en novembre 1920 au titre d'organe de l'Union anarchiste, ne pouvait manquer à cette règle. Durant toute la période de l'entre-deux-guerres le journal sera comme le reflet de la vie du mouvement, allant jusqu'à se faire l'écho des querelles intestines. C'est sans doute que les anarchistes répugnent à la censure et ne considèrent pas seulement la presse comme un outil de propagande, c'est aussi pour eux un espace de discussion et d'élaboration théorique. C'est particulièrement le cas pour le Libéraire : « L'actualité politique tient peu de place dans ses colonnes réservées à l'action ouvrière, à la propagande antimilitariste et à la doctrine anarchiste. » (3) Pour le dire encore avec les mots de Maurice Joyeux, c'est avant tout « un journal de militants fait par des militants pour des militants » (4).

Mais le Libéraire, à cette époque, ne se réduit pas au rôle de bulletin intérieur de l'Union anarchiste. Quoique difficilement mesurable, son influence dépasse le cadre étroit des militants de l'UA pour toucher à l'occasion de campagnes de presse en faveur de Sacco et Vanzetti ou de la Révolution espagnole, un public plus élargi. Outre ces périodes d'intense mobilisation, « l'affaire Germaine Bertin et Philippe Daudet, l'attentat contre Clemenceau par Cotin maintiendront l'organisation et son journal sous les feux de l'actualité. » (5) Nicolas Faucier, un temps permanent à la rédaction, affirme que le tirage pouvait

atteindre dans ces moments d'euphorie le nombre de 50 000 exemplaires ! Un chiffre qui a de quoi faire rêver l'actuel administrateur du Monde libertaire. On imagine sans peine l'audience dont devait bénéficier alors le journal des anarchistes. D'autant qu'il connaît entre 1923 et 1925 une parution quotidienne l'espace de 479 numéros. Pendant cette période, « le Libéraire fut particulièrement l'organe des anarcho-syndicalistes avec, pourtant, ça et là, une note éclectique notamment la collaboration de certains individualistes. » (6)

Cet « ecuménisme anarchiste » (7) sera violemment critiqué par les partisans de la plate-forme, pour la plupart des exilés russes, qui pensent tirer les leçons de l'échec de l'anarchisme dans la révolution soviétique. La querelle virulente qui naîtra à la suite des propositions d'Archinoff et de Makhno sur l'organisation aboutira, aux termes des débats au congrès de Paris (8), à la constitution de l'Union anarchiste communiste révolutionnaire (UACR). Mais la nouvelle discipline n'est pas facile à supporter pour bon nombre de militants qui à la suite de Sébastien Faure décident de quitter l'Union pour constituer l'Association des Fédéralistes anarchistes. Il faudra que se dresse le spectre du fascisme pour que l'unité soit rétablie en mai 1934 et pour qu'en même temps que les partis de gauche, les anarchistes forment leur front populaire.

Bien sûr, il n'y aura jamais de parti unique anarchiste et d'autres scissions suivront. Le Libéraire, dans la tourmente des années 30, sera le phare du mouvement. Les campagnes de Louis Lecoin s'inscrivent dans la

grande tradition du journal. L'incorrigible pacifiste se démène sans compter pour obtenir la libération des militants libertaires emprisonnés. Rien que pour l'équipe des responsables de la rédaction, les condamnations à des amendes et des peines de prison fermes se succèdent. Du gérant au simple rédacteur occasionnel d'un article au vitriol, la répression frappe sans discrimination, du coup, la censure entraîne la rotation des tâches. En prison, la solidarité entre anarchistes est de rigueur. Les uns font la grève de la faim pour réclamer une réduction de peine pour les autres. Le journal, lui-même, fait l'objet de plusieurs saisies. Lorsque ses rédacteurs se contentent de faire de la propagande, ils tombent sous le coup des lois scélérates, tandis que lorsqu'ils se mêlent de ce qui les regarde comme la révolution soviétique ou la guerre qui approche, ils vont à l'encontre de la raison d'Etat.

On réduit trop souvent l'histoire de l'anarchisme dans l'entre-deux-guerres à celle d'un mouvement en perte d'influence. Comment expliquer alors la vigueur de la répression qui s'abat sur le journal ? Il faut revenir sur ce jugement hâtif. A l'évidence, les anarchistes, malgré tous leurs efforts, perdent du terrain dans le monde syndical. Le courant individualiste n'attire plus l'élite artistique comme avant la Première Guerre mondiale. Enfin, l'espoir d'une révolution sociale s'éloigne chaque jour un peu plus. L'absence, à quelques exceptions près (9), d'une véritable résistance du mouvement libertaire à l'Union sacrée de 1914 est sans doute responsable de ce recul. Mais c'est surtout la concurrence communiste qui met à mal l'anarchisme. D'abord enthousiasmé par la révolution russe, le Libéraire donne bientôt des signes évidents d'hostilité à l'égard du régime de Moscou. Moins que l'épopée de Makhno, c'est l'épisode de Cronstadt qui éveille les esprits. A une époque où l'anticommunisme ne fait pas recette, les colonnes du journal accueillent les premiers récits de voyages en URSS. Sans complaisance pour les bolcheviques, ces articles n'empêcheront pas la fuite d'un nombre important de sympathisants vers le Parti communiste. Le libéraire y perdra André Colomer et bien d'autres militants de valeur.

Malgré tout, l'incroyable anarchie est loin de sombrer complètement dans ces années troubles. Si les surréalistes s'éloignent de l'anarchisme primitif de Dada pour se laisser bercer par le chant des sirènes communistes, le groupe des écrivains prolétariens autour d'Henry Poulaille s'affirme sans complexe aux côtés des libertaires. Le journal peut également s'enorgueillir des signatures de Gaston Leval, Voline, Ernest, Simone Weil, Hem Day, Maurice Laisant, Han Ryner, Emma Goldman, Malatesta... Joyeuse pléiade cosmopolite de collaborateurs



plus ou moins réguliers qui contribuent à faire du Libéraire l'un des plus beaux fleurons de la presse anarchiste. Internationaliste par ses collaborateurs, l'organe de l'Union anarchiste aura même une édition en espagnol en 1927 sous le titre *El Libertario*, avant d'être saisi. Lorsque la guerre d'Espagne éclate, le journal fait preuve d'un soutien inconditionnel aux combattants libertaires. Une page est réservée à la Solidarité internationale antifasciste (SIA) de Louis Lecoin, mais autant dire que durant « le bref été de l'anarchie » c'est toute la rédaction qui se dévoue à la cause espagnole.

Le pacifisme ultime combat du Libéraire dans ces années troubles de l'entre-deux-guerres rejoint l'engagement des résistants à la guerre de 14-18 qui avait formé les cadres du journal aux lendemains du conflit. En 1938, les menaces qui pèsent sur la paix se précisent. Au sein du Comité de liaison contre la guerre et l'union sacrée, les militants de l'UA rejoignent alors ceux de la SIA, de la Fédération anarchiste, de la Ligue internationale des combattants de la paix, du Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) de Marceau Pivert et quelques autres. Les réponses à la question « Précisons notre pacifisme » (10), l'enquête ouverte dans les colonnes du journal,

montre assez bien l'état d'esprit des anarchistes. Il n'est pas question pour eux de soutenir les va-t-en-guerre qui se font les héros de la croisade antifasciste. « Cette guerre n'est pas la nôtre », voilà ce que disent les libertaires après l'échec de la révolution espagnole. Encore une fois, comme en 1915, l'infatigable Lecoin avec le tract *Paix immédiate* sauvera l'honneur. Mais ceci est une autre histoire...

FABRICE MAGNONE

- (1) Joseph Dejacque, *Le libéraire*, n° 1, 9 juin 1858.
- (2) Carole Reynaud-Paligot, *Les Temps nouveaux 1895-1914. Un hebdomadaire anarchiste au tournant du siècle*, éditions Acratie.
- (3) Maurice Joyeux, *Du Libéraire au Monde libertaire. Histoire du journal de l'organisation des anarchistes*, collection Volonté anarchiste, éditions du Groupe Fresnes-Antony de la FA, p. 20.
- (4) Id. *Ibid.*
- (5) Maurice Joyeux, *L'anarchie dans la société contemporaine. Une hérésie nécessaire ?*, éditions Calmann-Lévy.
- (6) Zisly, *le Semeur*, n° 55, 9 décembre 1925.
- (7) Georges Fontenis, *L'autre communisme*, éditions Acratie.
- (8) 30 octobre - 1<sup>er</sup> novembre 1927.
- (9) C'est parmi ces réfractaires à l'Union sacrée que se recrute la première équipe du journal qui réussira en déjouant la surveillance policière à faire paraître un numéro en 1917.
- (10) Enquête menée par le Libéraire auprès de ses lecteurs du 23 février au 20 avril 1939.

## CYCLE DE CONFÉRENCES SUR L'ANARCHISME

La Fédération anarchiste organise une série de six conférences. Celles-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

- Vendredi 5 janvier 1996 : Qu'est-ce que l'anarchisme ? Ses idées-forces, sa spécificité.
- Vendredi 12 janvier 1996 : L'organisation sociale et les fondements économiques d'une société anarchiste.
- Vendredi 19 janvier 1996 : Les anarchistes et leurs organisations.
- Vendredi 26 janvier 1996 : Les anarchistes et le monde du travail.
- Vendredi 2 février 1996 : Anarchisme et féminisme.
- Vendredi 9 février 1996 : Comment lutter et s'organiser aujourd'hui ?

Ces conférences-débat auront lieu à 20 h, à la salle de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (M<sup>o</sup> Luxembourg), 75005 Paris.

## SOMMAIRE

- Page 1 : La mascarade du sommet social (suite p. 2).
- Page 2 : La mascarade du sommet social (suite de la « une »), Associations.
- Page 3 : Le transport gratuit pour tous les voyageurs est-il possible ? Des mineurs britanniques aux cheminots français (suite du ML n° 1023).
- Page 4 : Le surréalisme entre le Rouge et le Noir (suite p. 5).
- Page 5 : Le surréalisme entre le

- Rouge et le Noir (suite de la page 4).
- Page 6 : La CNT en congrès en appelle à la jeunesse (Espagne), Solidarité avec les anarchistes grecs, Rendez-vous, Parutions.
- Page 7 : Avertissement aux écoliers et lycéens, A la petite semaine : Qui es-tu ? Images.
- Page 8 : Le libéraire... l'organe éclectique de l'Union anarchiste.

Pages I à IV : SPÉCIAL LOJEMENT POUR TOUS.



# SPÉCIAL LOGEMENT POUR TOUS

## le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

SUPPLÉMENT AU N° 1024

(4 AU 10 JANVIER 1996)

GRATUIT

BELGIQUE

### Agir contre la misère sociale

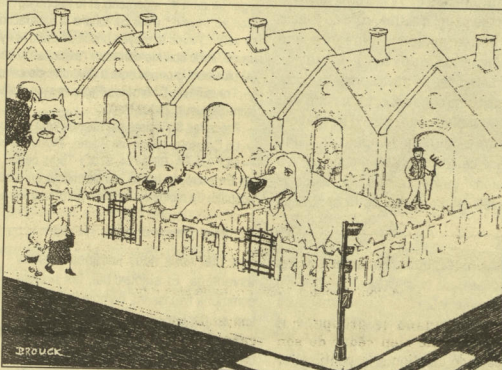
# La propriété c'est le vol ! Prenons nos affaires en main !

L'HIVER EST LÀ, avec ses frimas, et les SDF sont toujours à la rue, les mal-logés continuent de vivre dans leurs taudis. Nul besoin de lire dans une boule de cristal pour savoir qu'à nouveau des foyers d'urgence vont s'ouvrir, qu'il y a tout lieu de craindre qu'on apprendra que dans telle ville une personne sera décédée sous des cartons faute de logement. De nouveau, nous serons tenus en émoi par des médias en mal de sensations ; les organisations humanitaires pousseront leurs gueulantes pour dire que cette situation est regrettable, « mais vous comprenez la concurrence internationale nous impose de nous serrer la ceinture ; en tout cas, rassurez-vous, on est en train de réfléchir sur un plan pour l'emploi », etc, etc, etc. Le scénario se ritualise d'année en année, il se banalise !

Pourtant l'hiver dernier une brèche a été ouverte. Pour la première fois depuis des années, la lutte sur le logement a rencontré un écho favorable dans une partie importante de la population. De plus en plus de gens se rendent compte que cette situation est insupportable et même absurde. En effet, comment arriver à admettre qu'un nombre croissant de personnes se retrouvent à la rue ou sont logées dans des conditions désastreuses, alors qu'il y a tant de logements vides, logements qui sont principalement des moyens pour spéculer.

La crise du logement que l'on connaît actuellement n'a rien à voir avec celle que l'on a connue dans les années 50. A cette époque, il y avait effectivement une insuffisance de logements due aux destructions engendrées par la guerre et à une carence de construction de logements dans l'entre-deux-guerres. Aujourd'hui, le problème est tout autre :

— ce n'est pas le manque de logements qui est en cause, mais une volonté à spéculer entre autres sur le logement. Ainsi, le problème n'est



pas de construire de nouveaux logements, mais de rendre accessibles ceux qui sont vides ou de transformer les bureaux non utilisés en logements. En effet, « durant ces 10 dernières années, le nombre de logements vacants a oscillé autour de 2 millions d'unités (1 919 000 en 1984, 2 156 000 en 1988, 1 977 000 en 1992), soit environ 8% du parc locatif. Autrement dit, de quoi loger ou reloger la totalité des sans-abri et des mal-logés. » (Bühr/Pfefferkorn, *Déchiffrer les inégalités*, éditions Syros, 1995, p. 267. Ces chiffres sont extraits du n° 313 d'INSEE première) ;

— l'évolution de l'exclusion et de la précarité fait que les bailleurs, publics ou privés, ne veulent plus louer des logements à des personnes n'offrant pas des garanties suffisantes : pouvoir justifier de revenus stables.

Ainsi, si l'on continue à proposer de construire des logements ou à inciter les propriétaires à louer leurs logements vides (par exemple en leur proposant des primes), on ne résoudra pas fondamentalement le problème, car il y aura toujours de plus en plus de personnes qui ne répondront pas aux exigences des bailleurs, qu'ils soient publics ou privés. La crise du logement est une

des conséquences de la montée de l'exclusion et de la précarité.

Ce n'est pas le manque de logements qui est en cause ! Il s'agit d'un problème exclusivement politique, qui relève d'un débat sur le choix de société dans laquelle nous voulons vivre !

La société repose, entre autres, sur deux piliers : la propriété privée et la hiérarchie sociale fondée, en partie, sur nos revenus. Ces principes sont parmi les fondements de la Révolution française, qui a permis l'accès au pouvoir de la bourgeoisie.

La propriété, c'est l'ensemble des moyens dont disposent des personnes pour en exploiter d'autres. Ainsi, un capitaliste est propriétaire de moyens de production afin d'exploiter des travailleurs ; de même, un propriétaire possède des logements pour exploiter des locataires en exigeant qu'ils lui paient des loyers.

Dans une société de classes, les revenus seront toujours inégaux ; cette inégalité engendre inéluctablement la hiérarchie sociale, la domination. En outre, la réalité de la société capitaliste fait que les propriétaires des moyens de production, de logements... sont toujours en position de force, position qui permet de maintenir leur hégémonie —

politique, idéologique, sociale — sur l'ensemble de la société.

L'Etat — qu'il soit de droit ou pas — maintient ce rapport de forces et le droit de propriété (qui est inscrit dans la constitution) ; il dispose de plusieurs outils pour remplir cette fonction : la police, l'appareil judiciaire, carcéral et en dernier recours l'armée (par exemple, en Mai 68, des chars ont été placés autour de Paris pour parer à toute éventualité).

Ainsi, par rapport à la lutte sur le logement, nous affirmons et nous luttons pour que :

— le droit de propriété cesse de prévaloir sur le fait de pouvoir vivre : le droit de propriété doit disparaître ! Autrement dit, il est criminel de laisser crever des gens parce qu'ils n'ont pu se loger décentement !

— nos conditions de vie ne doivent plus être déterminées par nos revenus (salaires, allocations, RMI...) ; que chacun et chacune doit pouvoir se vêtir, se nourrir, se loger... ; chacun et chacune doit pouvoir vivre dignement !

Le mouvement révolutionnaire doit se donner les moyens de poser les contradictions de fond qui traversent les mouvements sociaux, de les mettre en évidence, de montrer et démontrer que cette société n'est pas aménageable, réformable, « humanisable » : l'exclusion, la domination, la hiérarchie et l'inégalité sociale ne le sont pas. Lutter pour que les gens puissent vivre dignement où ils l'entendent, pour que s'instaure un réel partage de la richesse sociale, suppose d'en finir avec le capitalisme.

Proposons, faisons partager des utopies créatrices, des alternatives à cet ordre social qui rime de plus en plus avec la barbarie. Prenons nos affaires en main : participons à l'émergence, à la vie, de collectifs autonomes de luttes, afin qu'ils ne soient pas instrumentalisés à des fins qui nous échappent.

Vingt années de crise. Sur un tas de richesses, face à laquelle, par rationalisations, licenciements collectifs, destruction des acquis sociaux interposés, les mesures prises par les mandataires publics sont toujours allées dans le même sens : paupérisation, renflement de la misère. Dans une société qui n'offre d'autre modèle que la consommation, d'autre espoir que l'accès aux biens de consommation. Vingt années de « crise » au terme desquelles le bilan social de l'Europe s'avère exécrable : cinq millions de sans-abri, dont 65% n'ont pas trente ans.

Il y a 150 000 rien qu'en Belgique, où, de plus, 2 500 000 individus se trouvent surendettés : la consommation à crédit et la précarité de l'emploi nourrissent ce fléau.

La misère est-elle inéluctable ?

TGV, fusée Ariane : le gaspillage des deniers publics continue, tandis que la spéculation immobilière bat son plein : 130 000 immeubles vides en Belgique. Alors que l'économisme s'érige en religion et qu'en chœur les gouvernements prêchent l'austérité, tous ne paient pas la crise : en dix ans, l'avoïr-propre des institutions bancaires s'est multiplié par cinq, au détriment de notre droit de citoyens à des conditions de vie décentes, au détriment de chacun dans son aspiration au bonheur.

Isolés, que ce soit en tant qu'individus ou associations, nous ne pesons pas lourd face à la machine-capital, nécrophage : il arrive que l'on crève comme un chien dans la rue.

Il nous semble donc essentiel que toutes les associations concernées par la lutte contre la misère sociale se rassemblent et s'organisent afin que le combat de chacun — qui est aussi celui de tous — se poursuive avec de meilleures chances d'aboutir à de meilleures fins.

C'est dans cet esprit que nous nous proposons d'organiser fin février-début mars 1996 une rencontre internationale entre associations et individus déterminés à combattre la misère sociale et à échanger leurs expériences.

• Les Compagnons du Partage, Château de la Solitude, 54, avenue Charles-Schaller, 1160 Bruxelles. Tél. : 02/645.63.71.

• *Alternative libertaire*, 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles. Tél. : 02/736.27.76.

• Informations pour la France : Union régionale Nord-Belgique de la FA c/o Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul. Tél. : 20.47.62.65.

Au programme

• Mercredi 28 février, 18 h : on dort dehors, ensemble, sur l'esplanade du Cinquantenaire, à Bruxelles.

• Jeudi 29 février, 8 h : rassemblement devant la Commission de l'Union européenne, pour la remise du cahier de doléances contre la misère sociale.

• Samedi 2 et dimanche 3 mars : rencontres internationales, au Château de la Solitude, à Bruxelles, entre les acteurs présents sur le terrain (SDF, chômeurs, précaires...).

Pour des échanges féconds, un maximum de collectifs et d'individus actifs est souhaité.

## TOURS

### LORSQUE LA BISE FUT VENUE

Comme à chaque fois, lorsque la bise fut venue, les petites fourmis ont regardé les cigales crever de froid dehors en se demandant comment une telle situation était possible dans une société aussi développée que la nôtre. Comment ne pouvait-on pas loger décentement tout le monde, aujourd'hui. Sauf que l'hiver dernier, les fourmis ont pu constater l'émergence de mouvements dans différentes villes (Paris, Nantes, Bordeaux, Montpellier, Tours...) autour de ce thème. Ces mouvements, de fait, remettaient en cause la notion de propriété privée.

A Tours, le Groupe libertaire de Tours (GLT) a été un des principaux acteurs de ce mouvement. Dès décembre 1994, le GLT a participé à l'occupation symbolique d'un immeuble vide appartenant à la SNCF (1). L'objectif de cette action était de mettre en avant le thème des réquisitions. L'hiver battant son plein, certains SDF, ainsi que des associations et organisations sensibles au sujet, décidèrent, début janvier, d'occuper la maison de retraite désaffectée Villate. L'occupation se conclut deux semaines plus tard par un procès intenté par la Ville contre les occupants ; il se solda par l'expulsion en plein hiver.

Ce procès était perdu d'avance... L'avocate de la Mairie de Tours posa clairement le débat : ce qui est en jeu, à travers cette occupation, c'est le droit de propriété ; refuser l'expulsion revenait à remettre en cause un des piliers de

(Suite page 2)



# UN LOGEMENT POUR TOUS

## TOURS LORSQUE LA BISE FUT VENUE

(Suite de la « une »)

la société. Autrement dit, le droit de propriété prévaut sur le fait de pouvoir vivre dignement, et même de pouvoir vivre tout court (2).

Ce droit de propriété fait que des gens sont laissés à la rue ou vivent dans de véritables taudis. Le logement est un outil comme un autre pour spéculer, pour se faire du fric en rackettant des loyers. En outre, de plus en plus de personnes sont sinon dans l'impossibilité, du moins ont de plus en plus de difficultés à se loger. L'exclusion et la précarité aidant, les bailleurs, publics ou privés, imposent des conditions telles qu'une fraction de la population se trouve dans l'impossibilité de répondre aux exigences de ces mêmes bailleurs : revenus stables, l'accord d'un garant solvable... Ce processus s'accroît avec l'évolution de la dualité de la société. C'est un véritable cercle vicieux ! Pour le briser, il faut donc remettre en cause la propriété privée et affirmer que nous devons pouvoir vivre dignement quels que soient nos revenus ! Par conséquent, la lutte pour l'obtention d'un logement décent montre qu'il s'agit de lutter contre le capitalisme, générateur d'exclusion. Vouloir aménager des espaces au

sein de cette société (3) pour la rendre plus « humaine » est une perspective ne pouvant guère déboucher sur des succès durables dans le contexte actuel. Comment le capitalisme peut-il devenir plus humain ?

Ainsi pour le GLT, il s'agit désormais d'avancer que « nos conditions de vie ne doivent plus être déterminées par nos revenus (salaires, allocations, RMI...) ; chacune et chacun a le droit de se vêtir, de se nourrir, de se loger, de pouvoir satisfaire ses désirs... nous devons pouvoir vivre dignement (Première charte du Comité tourangeau pour le droit au logement - CT-DAL), rédigée alors que le comité n'était pas encore affilié au DAL). Autrement dit, jusqu'à présent, la société fonctionne sur le principe de quantification, c'est-à-dire que tout est quantifié, la valeur d'échange prévaut sur la valeur d'usage. Or, il paraît évident que la progression de l'exclusion et de la précarité, à travers les luttes qui leur sont liées, remet en cause cette hiérarchie : d'une société fondée sur la quantification, on doit passer à une société fondée sur la qualité. Ce qui nous importe, ce n'est pas combien vaut telle ou telle marchandise mais qu'elle est l'utilité

de tel ou tel produit. Les luttes doivent tendre vers la satisfaction des besoins et des désirs.

Devant l'impossibilité réelle de poser ces débats au CT-DAL, qui depuis s'est affilié au DAL, nous nous en sommes retirés. Nous participons à la mise en place d'une coordination qui a pour objectif de lutter contre toutes les exclusions, qu'elles soient sociales, racistes, sexistes... L'appel de cette initiative pour une coordination a déjà été publié dans plusieurs journaux (dont le ML), et il est disponible en écrivant, entre autres, au GLT (4). Plusieurs groupes ou associations de chômeurs ou de précaires ont répondu. Serons-nous capables de lancer une réelle dynamique de lutte contre les exclusions ? Serons-nous capables de proposer, de concrétiser des alternatives ?

Par exemple, il nous importe de tenter de redéfinir la place du travail dans notre société. Il doit perdre sa centralité et devenir une activité sociale parmi d'autres, comme le sont le fait de militer, d'adhérer à une association, de faire la fête... Actuellement, le travail organise, pour la plupart d'entre nous, toute notre vie ; il détermine notre lieu d'habitation, notre emploi du temps... Il a une place centrale, tant d'un point de vue matériel qu'idéologique : la valeur du travail est centrale. Cette centralité,

qui est l'un des fondements de l'idéologie bourgeoise, commence à être remise en cause de part, notamment, l'évolution de l'exclusion et de la précarité (5).

Nous proposons au contraire de développer la notion de TRAVAIL SOCIALEMENT UTILE (TSU). En effet, pour définir ce qui est « utile », il faut déterminer « socialement » quels sont nos besoins sociaux et individuels. Si l'on définit le travail comme une activité ayant pour but de les satisfaire, celui-ci trouve sa juste place : il est un moyen parmi d'autres : activités que nous devons maîtriser, c'est-à-dire en déterminer les finali-

tés, l'utilisation, les méthodes, les techniques et les moyens employés pour les réaliser, et ce en vue de connaître et maîtriser nos conditions de vie.

Utopique ! Nous assumons ! Nous devons tenter de réfléchir, de réaliser, de faire partager et vivre des utopies créatrices, des alternatives en rupture avec l'ordre existant, sinon les replis réactionnaires, corporatistes... seront les seules réponses à l'évolution du capitalisme qui engendre de plus en plus de misère et de barbarie !

GRUPE LIBERTAIRE  
DE TOURS

### Notes

(1) Cette action était à l'initiative d'AC 137, d'ACDC (association de chômeurs), de la Confédération syndicale des familles et à la CNT 37 (syndicat affilié à la CNT dite de Bordeaux).

(2) Tous les ans, pendant l'hiver, des personnes meurent car elles n'ont pu se loger !

(3) Par exemple, des droits qui, de fait, ne sont « garantis » uniquement que par l'Etat de droit, c'est-à-dire qu'ils sont bien aléatoires, comme le montre l'expérience. En outre, cela renforce la légitimité de l'Etat, puisqu'on s'en remet à lui pour préserver ce pour quoi on lutte. De plus, comment peut-on mettre sur le même plan le fait de pouvoir se loger (le droit au logement) et le fait de devoir travailler pour subvenir à ses besoins (le droit au travail) ; c'est confondre la satisfaction des besoins vitaux (se loger, se nourrir, se vêtir...) avec le moyen privilégié dans le système capitaliste de pouvoir y parvenir : le travail, avec comme corollaire l'exploitation des travailleurs.

(4) Plusieurs groupes sont à l'initiative de cette démarche :  
— Travailleurs-Chômeurs-Précaires en colère c/o Coordination des sans-abri, 9, rue saint-Sauveur, 75002 Paris ;

— Précaires Solidaires nantais(e)s c/o Le Local, 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes ;

— Le Courtois, 10, rue de Bitche, 44000 Nantes ;

— GLT c/o FA, BP 2114, 37021 Tours cedex.

(5) En outre, le travail est de moins en moins le lieu de socialisation privilégié, et on souhaite de moins en moins « perdre sa vie à le gagner » !

## BRUXELLES

### C'est la vie de château !

Cela fait plus d'un an, à présent, que nous prenons part à la lutte acharnée entreprise par une vingtaine de personnes qui toutes se sont retrouvées à un moment ou à un autre de leur existence à la rue. Ce sont tous des « moutons noirs » ayant rompu avec les institutions, et plus encore avec les structures caritatives telles Emmaüs, l'Armée du Salut et Cie...

Tout a démarré, en fait, à la fin de l'été 1994, après le décès d'un des leurs dans une gare isolée. Pour commencer, ils décidèrent de planter leur tente Médecin Sans Frontière (mais MSF n'a jamais voulu que cela se sache) devant les Centres Publics d'Aide Sociale (CPAS) des 19 communes bruxelloises, afin de réclamer le Minimax (minimum d'existence) pour les routards, en plus

de la réquisition d'immeubles vides (prévue dans la loi Onkelink). Puis vint ce fameux jour où ils prirent possession d'un château, le « Château de la Solitude » !

Très vite, ce lieu (capable d'accueillir plus de 100 personnes) fut tant bien que mal autogéré. Actuellement, plus de 60 personnes y vivent déjà. Celles-ci ont des motivations très diverses : une vingtaine d'entre elles vivent en communauté et comptent bien demeurer au « Château » ; les 40 restantes sont avant tout de passage, dans l'attente de toucher le Minimax (toujours pas accordé à ceux de la rue), de trouver un logement... et de laisser la place à quelqu'un d'autre. Autogestion donc, avec ses hauts et ses bas !

Et nous, nous les suivons depuis le mois de septembre 1994. Dans un premier temps, nous nous sommes contentés de relater leurs actions à travers notre journal, *Alternative libertaire*, actions devant les CPAS, les ministères, sur la Grand Place où ils rencontrèrent la violence policière. Puis,

très vite, nous nous sommes investis davantage. Et aujourd'hui, les projets communs fleurissent, comme l'organisation au printemps d'une rencontre internationale de tous ceux qui, de près ou de loin, luttent auprès des sans-abri ou étant eux-mêmes sans-abri ont décidé de s'auto-organiser ! A cet effet, pour préparer cette rencontre, nous avons créé une commission regroupant des membres de la Fédération anarchiste (groupe Alternative libertaire et des individuels), du Centre libertaire de Bruxelles, de l'Initiative pour une Confédération nationale du travail en Belgique (I-CNT) et des anars sans étiquette.

Nous comptons, lors de cette rencontre, organiser des débats autour de l'anarchisme, de l'autogestion, de l'éducation libertaire, de la prison, des violences infligées aux femmes... le tout mêlé à des concerts, des projections de films et à une atmosphère de fête.

En attendant, nous tentons d'approcher, par exemple, l'éducation libertaire, en essayant de la mettre en pratique sur

place (puisque une dizaine d'enfants vivent sur place) et organisons des conférences (la première a eu lieu avec Ronald Creagh et parait du communautarisme). Nous comptons aussi proposer la création d'une commission chargée d'élaborer des propositions permettant, encore et toujours, d'améliorer la façon dont fonctionne le Château... D'autres activités sont proposées, mais celles-là essentiellement culturelles et sportives... signalons qu'elles sont principalement impulsées par « Les Amis du château », une association un peu catho, un peu écolo ! Car nous ne sommes pas les seuls à agir (et/ou vivre) au Château, et à côté des affiches d'Alternative libertaire trône aussi une... croix !

Alors, si notre « aventure » vous tente, vous intéresse, n'hésitez pas à nous contacter : Centre libertaire de Bruxelles, 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles. Tél. : 19.32.2.527.07.10.

DANIEL (individuel FA de Bruxelles, Union régionale Nord/Belgique)

Supplément « Logement »  
au ML n° 1024

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.

le monde  
**libertaire**

Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

### Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays .....

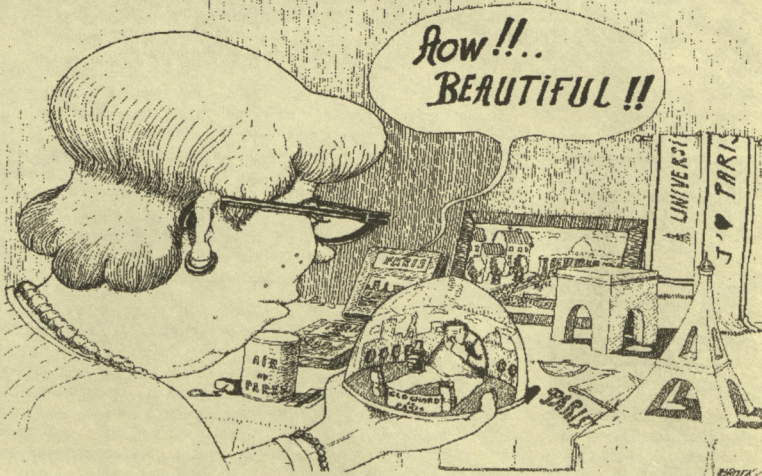
A partir du n° ..... (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.



NANTI  
Re

D'EPUI  
un s  
Courtois,  
quartier  
rénovation

Il s'est ou  
collectif lu  
la précarité  
Solidaires  
s'est fait re  
ses interve  
ntations an  
l'occupatio  
durant 24  
désaffecté  
anticapital  
du travail  
nature hu  
perçu comm  
défense de  
mique...)

Lorsque  
germer dan  
donc pas qu  
demander l  
réquisition,  
Droit Au  
montrer qu  
anti-autorit  
groupe d'in  
certains mil  
réapproprié  
centre-ville,  
system » et  
Pourquoi en  
pas de la  
Congrès ?  
comme dan  
assiste à la  
quartiers o  
place à du

BORDE  
POU

Comme  
logement d  
partir du  
personnes se  
du logement  
De la même  
capitaliste  
possession  
moyens de p  
ment alors e  
profits en no  
faire des b  
propriétaire  
l'accumulatio  
là aussi un m  
au détrimen  
besoin élém  
situation s  
l'organisation  
la spéculation  
un système c

La FA a e

le l

5

50 F les

(+ 10%

A col

F

145,

75

LE MONDE L



NANTES

## Reculer pour mieux sauter

DEPUIS le mois de février 1995, un squatt politique, Le Courtois, s'est ouvert dans un quartier de Nantes voué à la rénovation (cf. ML n° 987 et n° 995). Il s'est ouvert à l'initiative d'un collectif luttant notamment contre la précarité, le Comité Précaires et Solidaires nantais(e)s. Ce collectif s'est fait remarquer sur Nantes par ses interventions lors des manifestations anti-CIP notamment, par l'occupation toute symbolique, durant 24 heures, d'une ANPE désaffectée et par son discours anticapitaliste rupturiste (critique du travail comme « invariant de la nature humaine », du chômage perçu comme un « mal social », défense de l'égalité sociale et économique...).

Lorsque le projet a commencé à germer dans les esprits, il n'était donc pas question de se battre pour demander l'application de la loi de réquisition, ni de créer un collectif Droit Au Logement, mais de montrer qu'un collectif de lutte anti-autoritaire pouvait soutenir un groupe d'individus décidés (dont certains militaient en son sein) à se réapproprié un lieu laissé vide en centre-ville, de refuser le « caritatif system » et l'« assistantat social ». Pourquoi en centre-ville, à quelques pas de la prestigieuse Cité des Congrès ? Parce qu'à Nantes, comme dans d'autres villes, on assiste à la destruction des anciens quartiers ouvriers, qui laissent la place à du locatif pour jeunes

cadres désireux de réintégrer l'inner-city et rejettent ainsi la population modeste en banlieue.

Il n'était également pas question d'occuper n'importe quel lieu : la volonté unanime était que le squatt ne soit pas uniquement un habitat collectif, mais également un espace anti-autoritaire géré collectivement, un lieu de vie ouvert à la politique et à la contre-culture, une autre façon aussi de concevoir sa vie. Et le lieu occupé répond sans problème à cette exigence : un rez-de-chaussée immense, capable d'accueillir plus de 150 personnes, et un étage disposant d'une demi-douzaine de chambres. Et si le squatt a survécu jusque là, il le doit en grande partie à son ouverture sur l'extérieur. Il est devenu une sorte de « maison de quartier autogérée », accueillant des cours divers (de langues, de sports d'auto-défense), des concerts (la plupart du temps en soutien à des luttes) et une cantine végétarienne hebdomadaire, animée par des gens suffisamment responsables pour ne pas s'aliéner un voisinage forcément intrigué et soupçonneux.

Jusqu'à la mi-septembre, Le Courtois est demeuré un « vrai squatt (au sens juridique), peu inquiété par la maison Poulaga, grâce à l'extrême discrétion du propriétaire (uniquement intéressé par la vente du bâtiment à la municipalité). Quand la Mairie a enfin racheté le lieu, elle a proposé aux squatteurs et squatteuses des

baux précaires. Après débat, le collectif des occupant(e)s, collectif regroupant des résident(e)s et ceux et celles qui les soutiennent (qui se réunit bon an mal an chaque semaine et est autonome de Précaires et Solidaires), accepta pour une simple question de... confort ! En effet, sans électricité ni eau courante, impossible de vivre, de développer des projets, d'agir sur la ville. En acceptant les propositions de la Mairie, en refusant la radicalité pour la radicalité (le refus de se faire « légaliser » équivalant à la mort du squatt), le collectif des occupant(e)s a fait un pari : faire du squatt Le Courtois un autre lieu radical sur la ville,

moins marqué idéologiquement que Le Local (16, rue Sanlecque, 44000 Nantes), plus ouvert sur la contre-culture, donc sur des approches différentes de la politique (qu'il convient évidemment de ne pas mythifier !)... « Reculer pour mieux sauter », en quelque sorte

Le squatt Le Courtois sera ce que les occupant(e)s en feront ! C'est une évidence, mais il est bon de le rappeler parfois. Les projets ne manquent pas : le maintien de la cantine à 10 francs attire plus de 40 personnes chaque semaine ; le journal mural informe les habitants du quartier de l'activité du squatt ; les concerts de soutien permettent le financement d'actions sur la ville (sur le Chiapas, par exemple), la restauration du lieu (décoration, aménagement...) et d'informer une population peu encline à suivre des réunions-débats sur les luttes en cours.

Le squatt vit ainsi sa vie. Il sait aussi que son existence (ou plutôt ce qui fait son originalité : son expression politique anti-capitaliste) dépend de la volonté de la Mairie socialiste (qui est passée maîtresse dans l'art de tout intégrer/normaliser de laisser cette « verrue » s'enraciner dans un des futurs quartiers chics de la ville, mais également de la volonté de ceux et celles qui y viennent : à eux/elles de s'y investir, de lui donner vie, de dépasser le simple consumérisme (et on consomme beaucoup dans la mouvance radicale, du concert anti-eccei au discours anticela!)... en clair, de devenir « acteurs et actrices » de la contestation sociale. Comme le dit si bien JMR, obscur poète oléronnaise, « *Mieux vaut allumer une seule et minuscule chandelle que de maudire sans fin l'obscurité* » !

PATSY  
(groupe Milly-Witkop)

Dans la cour du squatt Le Courtois, à l'heure du repas végétarien.



## BORDEAUX POUR LE DROIT AU LOGEMENT

Comme partout ailleurs, le logement devient un problème à partir du moment où certaines personnes se retrouvent propriétaires du logement que d'autres occupent. De la même façon que la domination capitaliste s'établit à partir de la possession par quelques-uns des moyens de production (qui se transforment alors en un outil pour faire des profits en non en un moyen de satisfaire des besoins), le fait d'être propriétaire de logements signale l'accumulation de capitaux et devient là aussi un moyen de faire des profits au détriment de la satisfaction du besoin élémentaire de se loger. La situation s'aggrave encore avec l'organisation du marché du logement, la spéculation... Nous sommes dans un système capitaliste, pardi !

Le problème du logement a commencé à se poser à Bordeaux de façon plus cruciale avec l'installation dans la « crise », crise savamment orchestrée par le capitalisme lui-même pour opérer une réorganisation interne et augmenter ses bénéfices (construction européenne, nouvelle opposition Nord-Sud).

Propriétaires et investisseurs se tournèrent alors vers les vieux quartiers du centre-ville : certains furent détruits et reconstruits, d'autres rénovés (comme le quartier Saint-Pierre) provoquant le départ en banlieue de la population d'origine populaire et/ou immigrée, incapable d'assumer l'augmentation des loyers... Par contre, en spéculant intelligemment et en investissant judicieusement, la bourgeoisie bordelaise a réalisé une très bonne opération financière !

Ces précédents vont amener à la création du Front de Libération de Saint-Michel (autre quartier populaire bordelais) afin de lutter et dénoncer la spéculation, les immeubles vides, les expulsions, la rénovation... Début 90, c'est la naissance du Mouvement du Ras-le-Bol (MRLB) autour d'une idée simple : face à la misère, à l'exclusion, à la précarité, il faut, au-delà des différences politiques ou autres, réagir collectivement et montrer que l'on est d'accord sur un grand nombre de choses qui sont des minimums

vitaux... comme le droit au logement ! C'est dans le cadre du MRLB qu'agit le groupe Emma-Goldman de la FA.

Ainsi, le MRLB a multiplié manifestations et occupations symboliques, mais aussi actions de solidarité concrète (distribution de nourriture et de vêtements...), toujours en rappelant qu'il y a plus de 20 000 logements vides sur Bordeaux pour autant de demandes HLM insatisfaites et qu'on compte plus d'un millier de sans-abri sur la ville !

Pour élargir son action, le MRLB lance le collectif « Un toit, un droit », qui regroupe des associations, des organisations politiques et syndicales.

L'hiver dernier, le collectif exige l'application de la loi de réquisition lors de l'ouverture d'un nouveau squatt, au même moment où le DAL, à Paris, le fait dans la rue du Dragon. Tout en gardant son indépendance, notre collectif continuera à travailler avec le DAL et d'autres associations qui luttent pour le droit au logement, conscient qu'il a fait beaucoup pour cette lutte de par la médiatisation qu'il a réussi à susciter.

Après la mort de deux SDF à Marseille, se crée sur Bordeaux la Coordination des SDF (CSDF), qui dresse durant deux mois un campement face à la mairie, avant de squatter un immeuble. Après des négociations, le CSDF a obtenu que son immeuble soit échangé contre deux bâtiments rénovés, avec un

espace permettant l'accueil des personnes à la rue. Ce projet est coordonné et réalisé par le CSDF lui-même ! Comme quoi la lutte...

Ceci dit, notre petite histoire n'est pas terminée et nous continuons à lutter contre les expulsions, les augmentations (de loyers, de charges, d'impôts locaux...), pour obtenir de nouveaux logements (dans l'urgence et dans le long terme), et obtenir le maintien des HLM en tant que logements sociaux... en voyant aussi avec plaisir qu'ailleurs en France, d'autres que nous s'emparent de ces problèmes.

De même, il n'est pas question de se contenter de la situation actuelle : nous voulons des logements, mais pas des taudis ; de même, le RMI ne peut nous satisfaire, pas plus que l'organisation de la charité par les associations caritatives qui, en plus, touchent des subventions pour pallier à la misère !

Pour notre groupe, il y a le travail que nous effectuons dans le cadre du collectif (sensibilisation, organisation des luttes...) et puis il y a le travail spécifique de tout militant anarchiste, qui est là aussi pour proposer des idées et des solutions à ce problème.

Pour nous, il faut s'inscrire dans une stratégie qui colle à la réalité du moment, pour organiser le maximum de gens sur les bases les plus claires possibles, c'est-à-dire les plus à même de gagner des choses qui sont un pas en avant sur la voie de la transformation du système ; expliquer en quoi exclusion et crise font partie de la

logique capitaliste ; que les logements vides font grimper les loyers et gonfler les poches des spéculateurs ; dire et redire que la propriété c'est le vol ; que ce n'est pas de charité dont nous avons besoin, mais qu'il s'agit de réaliser l'égalité économique et sociale, ici comme ailleurs !

De la nécessaire organisation de la solidarité entre les exclus, il nous faut passer à l'organisation de la solidarité entre précaires, chômeurs, et salariés, tous exploités par le même système, sans oublier les immigrés qui sont toujours les premières victimes de l'exclusion.

Pensons à ceux qui sont ici, mal logés et mal nourris, et pensons à ceux qui arrivent, comme les réfugiés, pensons à la carence des liens d'accueil et pensons aussi aux clandestins, qui se terrent pour éviter l'expulsion vers leur pays de misère et de tortures, qu'il nous faudra soutenir et donc héberger... sans oublier non plus les malades du SIDA, qui ont de plus en plus de mal à trouver un logement. Résistance nécessaire contre le climat ambiant, sécuritaire, policier et raciste !

GRUPE EMMA-GOLDMAN

• Groupe Emma-Goldman, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux (permanence : le samedi, de 15 h à 17 h).

• Collectif « Un toit, un droit », 11, rue Permentade, 33800 Bordeaux. Tél. : 56.92.56.50.

La FA a édité une affiche sur le logement  
5 F l'unité,  
50 F les 50 exemplaires  
(+ 10% de frais de port)  
A commander à :  
PUBLICO  
145, rue Amelot,  
75011 Paris.



## ESTIMATION DES BESOINS EN LOGEMENTS POUR LES SANS-ABRI, LES MAL-LOGÉS

Estimation effectuée entre 1990 et 1992 (BIPE/SCIC) pour le ministère de l'Équipement et du Logement

	Nb. de personnes	Nb. de logements
<b>1) Les exclus</b> SDF + Centres d'urgence :	202 000	147 000
<b>2) Logements de substitution</b> Meublés, hôtels : Foyers de travailleurs :	470 000 176 000	313 000 160 000
<b>3) Les mal-logés</b> Campings, caravanes : Logements hors-normes, vétustes, surpeuplés : HLM à réhabiliter :	147 000 1 429 000 670 000	50 000 814 000 270 000

### MONTPELLIER

## Occuper en souplesse ou l'art d'être hors-la-loi

L'histoire de l'occupation des bâtiments désertés par la CRAM, avenue de Lodève, à Montpellier, depuis le 7 novembre 1994 (cf. ML n°s 980, 985, 992, 1003 et 1007) a fait l'objet d'une couverture médiatique importante. De fait, cette lutte a vu converger une bonne partie des initiatives sociales montpelliéraines. Curiosité, intérêt, solidarité, nécessité : les raisons de venir au squatt furent aussi variées que la durée et l'investissement dans ce mouvement.

Depuis l'expulsion-démolition du mois d'août et ses répercussions nationales (promesse de juppé d'obtenir pour les SDF une Maison de la Solidarité), plusieurs occupations ont eu lieu. Des bâtiments du ministère de l'Intérieur (24, avenue Clemenceau) servent de lieu d'accueil et d'information du public : le projet de commissariat peut attendre ! Des logements vides appartenant à des particuliers ont été également « réquisitionnés » : les référés d'expulsion engagés sont freinés par le double jeu du pouvoir. Celui-ci, échaudé par la désapprobation générale des méthodes musclées employées en août, a visiblement choisi de biaiser en négociant tous azimuts, les SDF se retrouvant noyés au milieu des

professionnels du social, alléchés par la manne financière annoncée. Les SDF réclament un lieu à gérer eux-mêmes, ouvert à la vie associative, pas un habitat d'urgence supplémentaire. Ils rejettent le projet de la Préfecture, pour qui autogérer signifie gérer par elle.

La lutte pour le droit au logement va s'amplifier. Les anarchistes ne sont pas toujours bien armés pour naviguer dans les eaux troubles où il est question de négociations, assistance sociale, présence quotidienne. Pourtant, à la lumière de ces occupations, il apparaît que nos idées sur l'auto-organisation et l'action directe, même si elles sont parfois perçues comme « utopiques » (ou dérangeantes pour certains ambitieux), s'imposent comme une nécessité et prouvent leur efficacité si elles sont introduites au bon moment. Car il faut admettre que ce n'est pas toujours possible pour des personnes en difficulté d'être autonomes, ni de faire avancer un combat uniquement dans un rapport de forces. Notre capacité à intervenir sur le champ social dépend directement de cette souplesse tactique qui, sans dévorer notre combat, permet d'être en phase avec les réalités.

**BOB (groupe de Montpellier)**

## HABITAT... MODE D'EMPLOI

# Quelques trucs à savoir pour ouvrir un squatt en France

Ouvrir un squatt, c'est facile, mais c'est risqué. Alors, autant préparer soigneusement son affaire pour éviter les ennuis.

moment servir. Elle peut vous condamner à une amende de 100 000 francs !

Le procès est inévitable si le propriétaire entame une démarche, mais la procédure reste longue : plusieurs mois !

La stratégie la plus efficace est celle qu'utilisent certaines structures (Comité des sans-abri, Comité des sans-abri et précaires...). Associations de fait (non déclarées en Préfecture), elles ne peuvent être poursuivies. Les deux associations pré-citées (Paris, Le Mans) ont eu des procès annulés pour cette raison. Une autre astuce, dans le cas de contrôle d'identité, est d'ouvrir une permanence publique. Les personnes contrôlées peuvent déclarer ne pas être occupants des lieux, mais s'être rendues à une permanence ouverte au public. Mais ces astuces ne peuvent que retarder la procédure, car, Dieu soit loué, il régnait encore en ce bas monde un droit protégeant la propriété privée !

Lors du procès, jouez les démagos et donnez de vous une bonne image : évitez les problèmes de voisinage, évitez (pas pour des questions d'éthique mais de stratégie de trop grosses circulations de substances illicites, insistez sur votre situation sociale (SDF, précaire...) et l'absence d'occupation du lieu depuis des mois. Cette stratégie pourra vous éviter des amendes et retarder la date d'expulsion !

Sur ce, bon courage !

**RÉGIS BALRY**  
(groupe Milly-Wittkop)

**Comité des sans-abri**  
9, rue Saint-Sauveur  
75002 Paris



### De l'ouverture du squatt...

Signalons tout d'abord que le squatt dépend de la juridiction civile : vous ne pouvez donc pas passer derrière les barreaux. Évitez alors de fracturer une porte ou réparez rapidement les dommages, afin d'éviter toute procédure de flagrant délit pour infraction (car, dans ce cas, vous dépendrez de la juridiction pénale).

Prenez de préférence un lieu inoccupé depuis plusieurs mois (à la fois vis-à-vis de l'opinion publique, des voisins, mais aussi des tribunaux). De même, il est préférable qu'il appartienne à un organisme public ou une entreprise devant défendre une image publique. Cela peut éviter que le propriétaire ne vous expulse ou détruise le squatt au mépris de la loi ! Mais, à titre d'exemple, la Mairie de Paris a déjà envoyé des commandos casser des immeubles, afin de les faire classer insalubres (et en cas d'insalubrité, les gens sont automatiquement expulsés... Question de sécurité !).

Si cela fait plus de 48 heures que vous occupez les lieux (pour le prouver, le meilleur moyen est de s'envoyer un courrier) et qu'il n'existe pas de traces d'effraction, le lieu devient légalement votre domicile. Du coup, pour vous expulser, une démarche devant les tribunaux devient obligatoire. Avant d'annoncer publiquement l'ouverture du squatt, si telle est votre volonté, n'oubliez pas de penser à l'eau, au gaz, à l'électricité et au téléphone.

Théoriquement, tous les organismes (EDF, Télécom...) sont dans l'obligation de vous fournir ce que vous leur demandez. Néanmoins, c'est toujours une guerre entre vous et le propriétaire/les organismes publics (qui savent bien que c'est un élément de viabilité dans les lieux). Si vous faites les démarches avant que le lieu soit connu, vous pouvez tout obtenir. Prenez d'abord l'abonnement Télécom en prétextant que vous ne pouvez pas vous déplacer à cause de votre travail... et une fois votre première facture en main, les autres démarches deviennent plus faciles. Sinon, n'hésitez pas à faire pression, à occuper leurs locaux (EDF...), en leur rappelant que leur rôle n'est pas de se substituer à la justice.

### ...au procès

La loi du 9 juillet 1991, proposée et adoptée par les socialistes, alourdit la procédure et les condamnations. Même si elle n'a pas encore été utilisée, elle existe et peut à tout

### Calendrier 1996 dédié au révolutionnaire russe Voline

La revue *Itinéraire*, vous informe que son calendrier 1996 vient de paraître (en quatre couleurs).

**12 F** (+ 4,40 F de port).  
En vente à la librairie **PUBLICO**.

La Fédération anarchiste a édité une série de 10 autocollants (travail, logement, nucléaire, armée...) 50 centimes l'unité  
5 francs les 20 exemplaires  
10 F les 50 ex., 20 F les 100 ex. (+ 10 F de frais de port).

A commander à : **PUBLICO**  
145, rue Amelot, 75011 Paris.

**Ile-de-France**  
**RADIO LIBERTAIRE**  
89.4 FM  
le **SAMEDI** de 16 h 30 à 18 h  
« Sans toit ni loi »  
l'émission  
sur les mal-logés